

RÉPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité – Travail – Progrès

Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie

Cabinet du Premier Ministre

Secrétariat Exécutif du Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable

# Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Mai 2025



© 2025 République du Niger

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger



This project is undertaken with the financial support of:  
Ce projet a été réalisé avec l'appui financier de :

Secretariat hosted by:  
Secrétariat hébergé par :



Government of Ireland  
International Development Programme



## Résumé

Le Niger est exposé aux phénomènes climatiques, dont les plus marquants sont les sécheresses et les inondations. La récurrence de ces phénomènes extrêmes entraîne, entre autres, une accentuation des impacts sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la stabilité sociale et la pauvreté généralisée. En effet, de 1975 à 2020, sur 388 chocs climatiques ayant eu lieu dans le Sahel, le sud du Niger a enregistré 62 chocs dont 24 évènements de sécheresse, 24 épisodes d'inondations et 14 phénomènes de vents violents (Epule et al., 2021).

Face à cette situation, le Niger reconnaît que la lutte contre les changements climatiques constitue un défi d'ampleur mondiale. C'est à ce titre qu'il a signé et ratifié les Conventions issues de Rio, dont la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), son Protocole de Kyoto et l'Accord de Paris sur le climat. À ces textes s'ajoutent d'autres accords multilatéraux sur l'environnement et plusieurs engagements régionaux.

Aussi, le Niger a élaboré plusieurs textes réglementant : (i) la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement ; (ii) l'aménagement du territoire, le développement rural, l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales ; et (iii) les activités agro-sylvo-pastorales.

Le Niger a également élaboré plusieurs politiques et stratégies en matière d'adaptation, notamment le Plan National d'Adaptation (PNA). Ce dernier a pour objectif global de contribuer au développement durable du pays par la réduction des impacts négatifs des changements climatiques.

D'autre part, pour la mise en œuvre de ces politiques et stratégies en lien avec l'adaptation aux changements climatiques, le gouvernement a mis en place un cadre institutionnel constitué d'une multitude d'acteurs comprenant, entre autres, des ministères sectoriels, des institutions spécifiques, des Organisations Non Gouvernementales et des associations de développement (ONG/AD), le secteur privé, des institutions de recherche et de formation ainsi que des partenaires techniques et financiers.

Le Niger a élaboré sa première Communication relative à l'Adaptation (AdCom) avec l'appui financier du Réseau mondial des PNA. Cette AdCom vise trois objectifs : (i) fournir une meilleure visibilité des options d'adaptation retenues, notamment dans le PNA ; (ii) identifier les domaines rencontrant des besoins relatifs au renforcement des capacités et à la mobilisation des ressources ; et (iii) capitaliser les bonnes pratiques en matière de mise en œuvre de l'adaptation à travers les projets d'adaptation déjà réalisés. Cette AdCom est aussi une contribution aux efforts mondiaux en matière d'adaptation.

La présente AdCom a été élaborée suivant une approche participative à travers laquelle les diverses parties prenantes ont contribué aux différentes phases du processus. Elle présente les six secteurs les plus vulnérables aux changements climatiques, à savoir l'agriculture, la foresterie, les ressources en eau, la santé, les transports et les zones humides (CNEDD, 2022).

Les mesures d'adaptation prioritaires au Niger sont contenues dans le PNA, le Programme d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques (PANA), la version révisée de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN révisée) et la Stratégie et Plan National d'Adaptation face aux changements climatiques dans le secteur Agricole (SPN2A). Dans le cas de la CDN révisée, il s'agit de mesures présentant des avantages connexes pour l'atténuation. Bon nombre de ces mesures ont obtenu un financement et sont soit mises en œuvre, soit en cours de mise en œuvre. Des expériences

enrichissantes émergent, dont la capitalisation et la diffusion s'avèrent nécessaires afin de les faire connaître aux différents acteurs de mise en œuvre et de renforcer une approche encore plus cohérente de l'adaptation.

Malgré ces progrès, plusieurs mesures d'adaptation importantes sont encore en recherche de financement. Ces mesures sont contenues dans les documents du PNA, de la CDN révisée, du Plan National d'Adaptation du secteur des ressources en Eau (PNA-Eau) et de la SPN2A. Leur coût de mise en œuvre s'élève à **5 435,007 milliards de F CFA**, soit **9 058, 345 millions d'USD**<sup>1</sup>. Pour mobiliser ce financement, il conviendra d'explorer les opportunités aux niveaux national, régional et international, y compris les financements innovants permettant aux pays vulnérables de renforcer leur résilience climatique.

Au-delà de ces besoins en financement, des besoins d'appui en renforcement des capacités des acteurs dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques ont été identifiés. Il s'agit notamment de (i) la réhabilitation et le renforcement du réseau de collecte des données et informations météorologiques et climatologiques ; (ii) l'allocation de moyens humains, matériels, logistiques et financiers suffisants à la Commission Technique Nationale sur les Changements et la Variabilité Climatiques pour permettre la collecte, le traitement, la diffusion, le stockage et la sécurisation des données et informations nécessaires à l'élaboration des études relatives aux changements climatiques ; (iii) le renforcement des capacités nationales en matière d'analyse de la variabilité climatique passée et actuelle et de la prospective climatique dans le cadre de l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation ; (iv) le renforcement et l'amélioration des systèmes d'alerte précoce et de gestion des risques climatiques existants ; et (v) le renforcement des capacités sur les questions de pertes et dommages liés aux changements climatiques.

---

<sup>1</sup> 1 USD = 600 F CFA dans cette publication.

# Table des matières

<b>Introduction.....</b>	<b>1</b>
<b>1. Circonstances nationales, dispositions institutionnelles et cadres juridique et politique.....</b>	<b>3</b>
1.1 Circonstances nationales .....	3
1.1.1 Localisation .....	3
1.1.2 Climat .....	3
1.1.3 Démographie .....	4
1.1.4 Économie .....	4
1.2 Dispositions institutionnelles et cadres juridique et politique .....	6
1.2.1 Dispositions institutionnelles.....	6
1.2.2 Cadres juridique et politique .....	8
<b>2. Risques climatiques.....</b>	<b>12</b>
2.1 Identification des risques climatiques .....	12
2.2 Situation actuelle des changements climatiques.....	14
2.3 Tendances futures des changements climatiques.....	15
<b>3. État des lieux des actions d'adaptation .....</b>	<b>17</b>
3.1 État des lieux des mesures et des options d'adaptation mises en œuvre.....	17
3.1.1 Plan national d'adaptation.....	17
3.1.2 Contribution Déterminée au niveau National (CDN, révisée) .....	20
3.1.3 Programme d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques (PANA).....	22
3.2 État des lieux des mesures et des options d'adaptation en recherche de financement.....	23
3.2.1 Mesures et options en recherche de financement contenues dans le PNA.....	23
3.2.2 Mesures et options en recherche de financement contenues dans la CDN .....	29
3.2.3 Plan national d'adaptation du secteur des ressources en eau (PNA-Eau).....	29
3.2.4 Stratégie et Plan National d'Adaptation face aux changements climatiques dans le secteur Agricole (SPN2A 2035) .....	32
3.2.5 Enseignements tirés de la mise en œuvre de projets d'adaptation .....	36
3.3 Plan de communication .....	46
3.4 Suivi et évaluation.....	47
<b>4. Besoins en appui pour faciliter la mise en œuvre des priorités d'adaptation .....</b>	<b>49</b>
4.1 Besoins en appui .....	49
4.1.1 Besoins en renforcement des capacités .....	49
4.1.2 Besoins financiers .....	50

4.2 Appuis reçus .....	54
<b>5. Contribution des mesures d'adaptation à d'autres cadres ou instruments au niveau international.....</b>	<b>55</b>
5.1 Conventions de Rio et textes y relatifs .....	55
5.2 Autres accords multilatéraux sur l'environnement .....	57
5.3 Contribution des mesures d'adaptation au Cadre d'action de Sendai et aux Objectifs de développement durable (ODD).....	57
5.3.1 Contribution des mesures d'adaptation au Cadre d'action de Sendai .....	57
5.3.2 Contribution des mesures d'adaptation aux Objectifs de développement durable (ODD) .....	58
<b>6. Prochaines étapes .....</b>	<b>59</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>60</b>
<b>References .....</b>	<b>61</b>
<b>Annexe A. Projets/programmes prenant en compte l'adaptation aux changements climatiques (2006–2019).....</b>	<b>65</b>
<b>Annexe B. Synthèse des projets et programmes mis en œuvre sur la période 2006–2019 et leurs zones d'intervention.....</b>	<b>71</b>
<b>Annexe C. Budget des projets et programmes du Programme de Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie .....</b>	<b>72</b>
<b>Annexe D. Missions et rôles des organes impliqués dans le dispositif de suivi-évaluation du PNA du Niger .....</b>	<b>88</b>
<b>Annexe E. Liste des structures consultées .....</b>	<b>90</b>

## Liste des figures

Figure 1. Situation géographique du Niger .....	3
Figure 2. Zones climatiques du Niger .....	4
Figure 3. Répartition du PIB par secteur d'activité .....	5
Figure 4. Nombre de personnes et de localités touchées par an par les inondations au Niger entre 1998 et 2020 .....	13
Figure 5. Pertes de maisons, de cultures et de bétail dues aux inondations au Niger entre 1998 et 2020 .....	14
Figure 6. Évolution des précipitations annuelles (PTOT) au Niger de 1950 à 2022 .....	14
Figure 7. Projection des tendances de précipitation et de température pour le Niger entre 2021 et 2050 .....	15

## Liste des tableaux

Tableau 1. Cartographie des cadres politiques et stratégiques.....	11
Tableau 2. Options d'adaptation et projets associés financés dans le secteur de l'élevage.....	17
Tableau 3. Options d'adaptation et projets associés financés dans le secteur de la foresterie.....	18
Tableau 4. Options d'adaptation et projets associés financés dans le secteur de la santé.....	19
Tableau 5. Options d'adaptation et projets associés financés dans le secteur des zones humides ....	19
Tableau 6. Mesures de mise en œuvre de la CDN .....	21
Tableau 7. Options d'adaptation prioritaires du PANA .....	23
Tableau 8. Options d'adaptation et projets associés non financés dans le secteur de l'élevage.....	24
Tableau 9. Options d'adaptation et projets associés non financés dans le secteur de la foresterie ...	24
Tableau 10. Options d'adaptation et projets associés non financés dans le secteur de la santé .....	25
Tableau 11. Options d'adaptation et projets associés non financés dans le secteur des transports .....	26
Tableau 12. Options d'adaptation et projets associés non financés dans le secteur des zones humides.....	28
Tableau 13. Mesures présentant des avantages connexes identifiées dans le secteur AFAT.....	29
Tableau 14. Mesures d'adaptation du PNA-Eau .....	30
Tableau 15. Axes et programmes de la SPN2A 2035 .....	33
Tableau 16. Mesures et options d'adaptation sensibles aux questions de genre identifiées au sein des documents nationaux de planification .....	42
Tableau 17. Indicateurs globaux du système de suivi-évaluation du PNA .....	47
Tableau 18. Besoins financiers pour la mise en œuvre des options prioritaires nationales .....	50
Tableau 19. Technologies identifiées dans le cadre de l'EBT .....	51
Tableau 20. Besoins de financement dans le domaine du transfert de technologies (en milliers d'USD) .....	52
Tableau 21. Conventions de Rio et textes y relatifs.....	56

## Sigles et Acronymes

ABC	Adaptation à Base Communautaire
AD	Association de Développement
AdCom	Communication relative à l'Adaptation
AFAT	Agriculture, Foresterie et autres Affectations des Terres
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AIC	Agriculture Intelligente face au Climat
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CES/DRS	Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des Sols
CNULCD	Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CDN	Contribution Déterminée au niveau National
CNEDD	Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable
CNSP	Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie
FAO	Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
GIZ	Coopération allemande (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit)
IDCC	Intégration de la Dimension Changement Climatique
INRAN	Institut National de la Recherche Agronomique du Niger
MAG/EL	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
MHA/E	Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de l'Environnement
MP	Ministère du Plan
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale

PAC3	Programme d'Action Communautaire, phase 3
PANA	Programme d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques
PDC	Plan de Développement Communal
PDES	Plan de Développement Économique et Social
PDR	Plan de Développement Régional
PNA	Plan National d'Adaptation
PNA-Eau	Plan National d'Adaptation du secteur des ressources en Eau
PNCC	Politique Nationale en matière de Changements Climatiques
PNEDD	Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
ProDAF	Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
RNA	Régénération Naturelle Assistée
SANDAD	Stratégie de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable
SDDCI	Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive
SE/CNEDD	Secrétariat Exécutif du Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable
SNPA/CVC	Stratégie Nationale et Plan d'Actions en matière de Changements et Variabilité Climatiques
SPN2A	Stratégie et Plan National d'Adaptation face aux changements climatiques dans le secteur Agricole

## Introduction

Le Niger est exposé aux risques climatiques dus à la variabilité intra-annuelle du régime pluviométrique. Il est le troisième pays le plus vulnérable aux changements climatiques au monde, selon l'indice de l'Initiative mondiale d'adaptation de Notre-Dame de 2024 (Initiative mondiale d'adaptation de Notre-Dame, 2024). L'augmentation des événements extrêmes entraîne une récurrence des inondations et des sécheresses avec une accentuation des impacts sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la stabilité sociale et la pauvreté. Les statistiques de la Banque mondiale montrent qu'au moins 9 millions de personnes supplémentaires seraient en situation de pauvreté d'ici à 2050 au regard des effets des changements climatiques sur l'économie du pays (Groupe de la Banque mondiale, 2023).

Les changements climatiques et leurs conséquences émergent de plus en plus comme des facteurs exacerbant le cadre actuel de la vulnérabilité du Niger, qui est caractérisé par la pauvreté généralisée, des tensions sociales, la dégradation de l'environnement, une forte croissance démographique, la migration et l'instabilité de la sous-région.

Face à cette situation, et en tant que partie à la CCNUCC, au Protocole de Kyoto et à l'Accord de Paris sur le climat, le Niger reconnaît que la lutte contre les changements climatiques constitue un défi d'ampleur mondiale.

Dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques, le Niger a élaboré plusieurs politiques et stratégies avec l'appui de ses partenaires au développement. C'est pourquoi le pays a entrepris un certain nombre d'actions aux niveaux national, sectoriel et local en matière d'adaptation, notamment le PNA. Aussi, les objectifs nationaux en matière d'adaptation sont ceux du PNA, dont l'objectif global est de contribuer au développement durable du pays par la réduction des impacts négatifs des changements climatiques. De façon spécifique, il s'agit (i) de réduire la vulnérabilité aux impacts du climat changeant en renforçant la capacité d'adaptation et la résilience des populations et des écosystèmes naturels ; et (ii) de faciliter l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques, programmes, stratégies et activités nouveaux et existants et en particulier, les processus de planification et de budgétisation du développement dans tous les secteurs concernés et à différents niveaux, selon le cas.

Aussi, dans le but de contribuer aux efforts mondiaux en matière d'adaptation, et conformément aux dispositions de l'article 7 de l'Accord de Paris, dont le paragraphe 10 stipule que « Chaque Partie devrait, selon qu'il convient, présenter et actualiser périodiquement une communication relative à l'adaptation, où pourront figurer ses priorités, ses besoins en matière de mise en œuvre et d'appui, ses projets et ses mesures, sans imposer de charge supplémentaire aux pays en développement Parties », et aux orientations de la Décision 9/CMA.1, le Niger a préparé sa première communication relative à l'adaptation avec l'appui financier du Réseau mondial de PNA. Cette AdCom vise trois objectifs, à savoir (i) fournir une meilleure visibilité des options d'adaptation retenues, notamment dans le PNA ; (ii) identifier les domaines rencontrant des besoins relatifs au renforcement des capacités et à la mobilisation des ressources ; et (iii) capitaliser les bonnes pratiques en matière de mise en œuvre de l'adaptation à travers les projets d'adaptation déjà réalisés.

La présente AdCom a été élaborée suivant une approche participative à travers laquelle les diverses parties prenantes ont contribué aux différentes phases du processus.

Ainsi, les principales parties du document sont les suivantes :

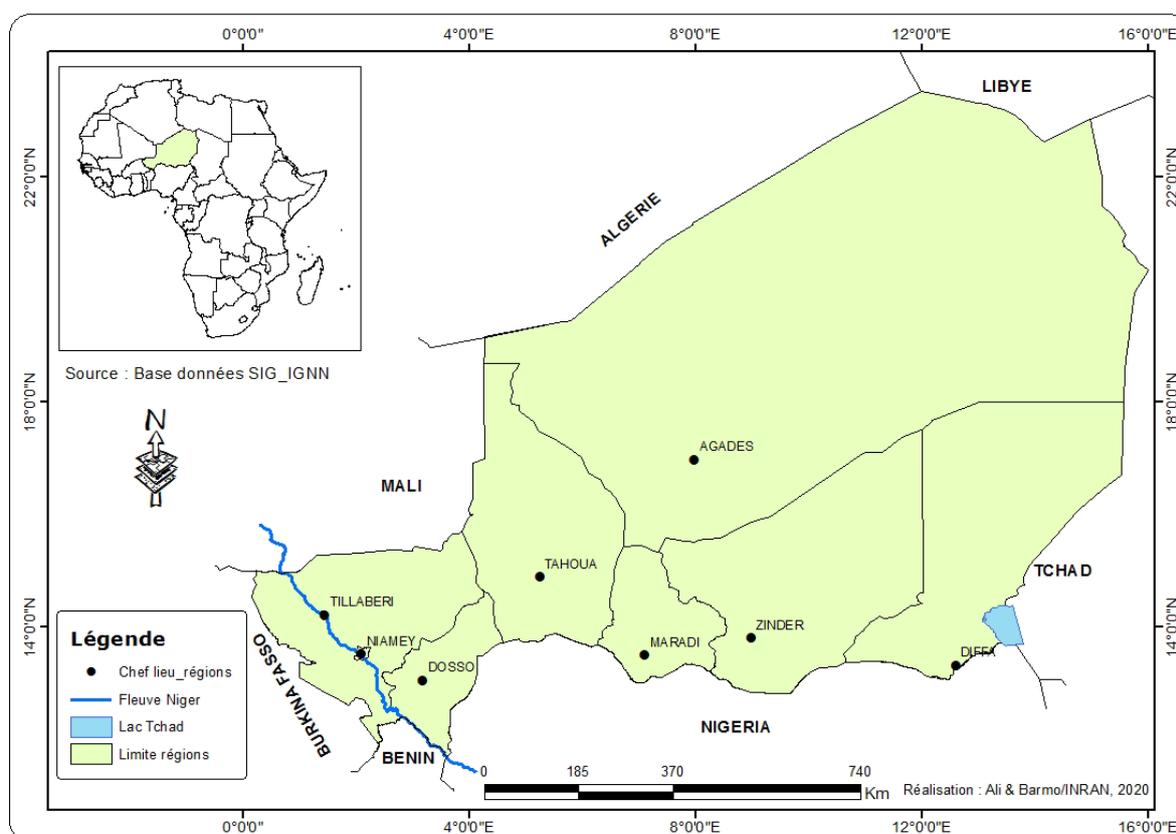
- Circonstances nationales, dispositions institutionnelles et cadres juridique et politique ;
- Risques climatiques ;
- État des lieux des mesures et options d'adaptation ;
- Besoins en appui et défis à relever pour faciliter la mise en œuvre des priorités d'adaptation ;
- Contribution des mesures d'adaptation à d'autres cadres et/ou instruments au niveau international.

# 1. Circonstances nationales, dispositions institutionnelles et cadres juridique et politique

## 1.1 Circonstances nationales

### 1.1.1 Localisation

Figure 1. Situation géographique du Niger

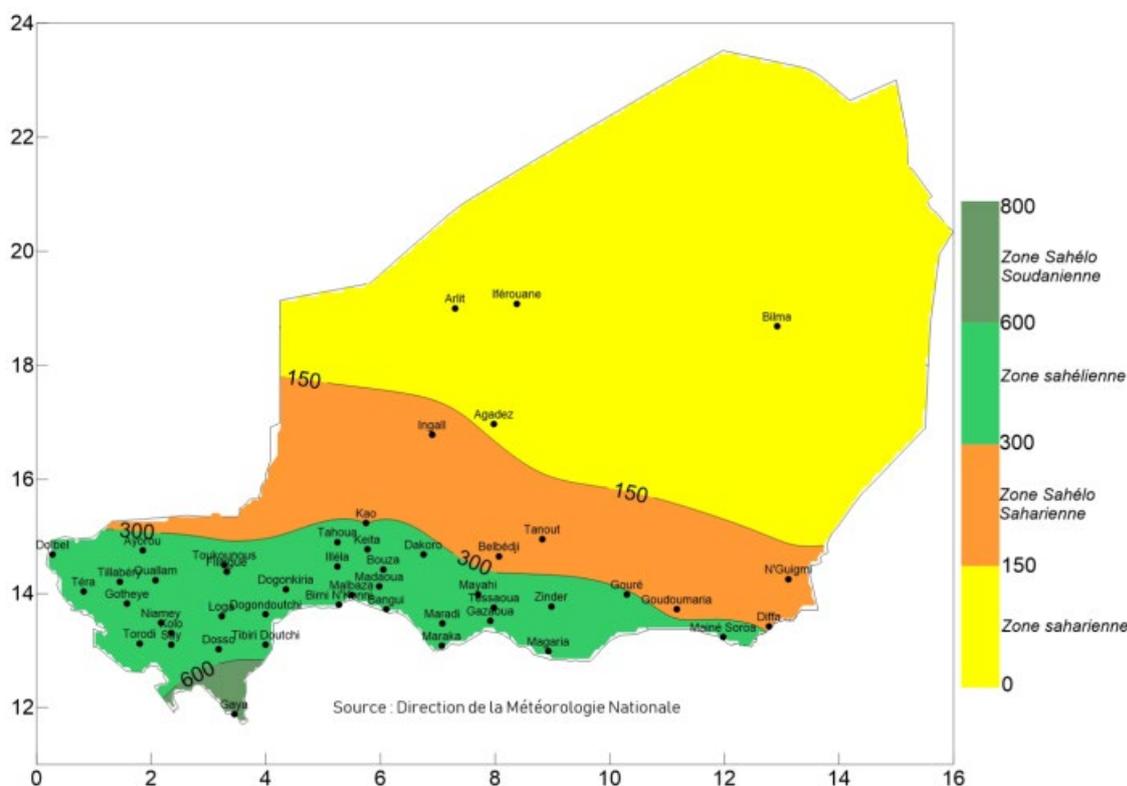


Source : Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable [CNEDD], 2024.

### 1.1.2 Climat

Le climat du Niger est de type tropical semi-aride. La pluviométrie est caractérisée par une forte variabilité dans l'espace et dans le temps. Ainsi, on distingue quatre zones climatiques : (i) la zone sahélo-soudanienne qui représente 1 % du territoire national ; (ii) la zone sahélienne qui couvre 10 % du pays ; (iii) la zone sahélo-saharienne qui couvre 12 % de la superficie du pays ; et (iv) la zone saharienne désertique qui représente 77 % du pays (figure 2).

Figure 1. Zones climatiques du Niger



Source : Direction de la Météorologie Nationale 2021, cité dans CNEDD, 2022).

### 1.1.3 Démographie

La population du Niger a été évaluée à 17 138 707 habitants en 2012 avec un fort taux de croissance démographique (3,9 %) (Institut National de la Statistique, 2012). Elle est estimée à 26 207 977 habitants en 2022<sup>2</sup>. En 2030, la population du Niger passera à 34 millions d'habitants pour atteindre 68 millions d'habitants en 2050 (Ministère du Plan [MP], 2017). Il s'agit d'une population extrêmement jeune, dont 68,88 % a moins de 25 ans (MP, 2017). Cette forte croissance démographique entraîne une pression sur les ressources naturelles.

### 1.1.4 Économie

Les résultats macroéconomiques ont été satisfaisants sur la période 2017–2020, en dépit des chocs sécuritaires, climatiques et humanitaires, des prix défavorables des matières premières et de la baisse des échanges avec les pays voisins. La croissance économique s'est établie à 5,4 % en moyenne sur la période 2017–2020. Toutefois, en lien avec les effets de la pandémie de la Covid-19 et ses canaux de transmission, l'économie nigérienne ne s'est accrue que de 3,6 % en 2020 contre 6,9 % prévu initialement et 5,9 % en 2019. En 2021, le taux de croissance est remonté à 5,5 % sous l'impulsion de la reprise progressive des activités dans les secteurs les plus impactés par la crise sanitaire et de la mise en œuvre du plan global de réponse à la Covid-19.

<sup>2</sup> <https://hdr.undp.org/data-center/specific-country-data#/countries/NER>

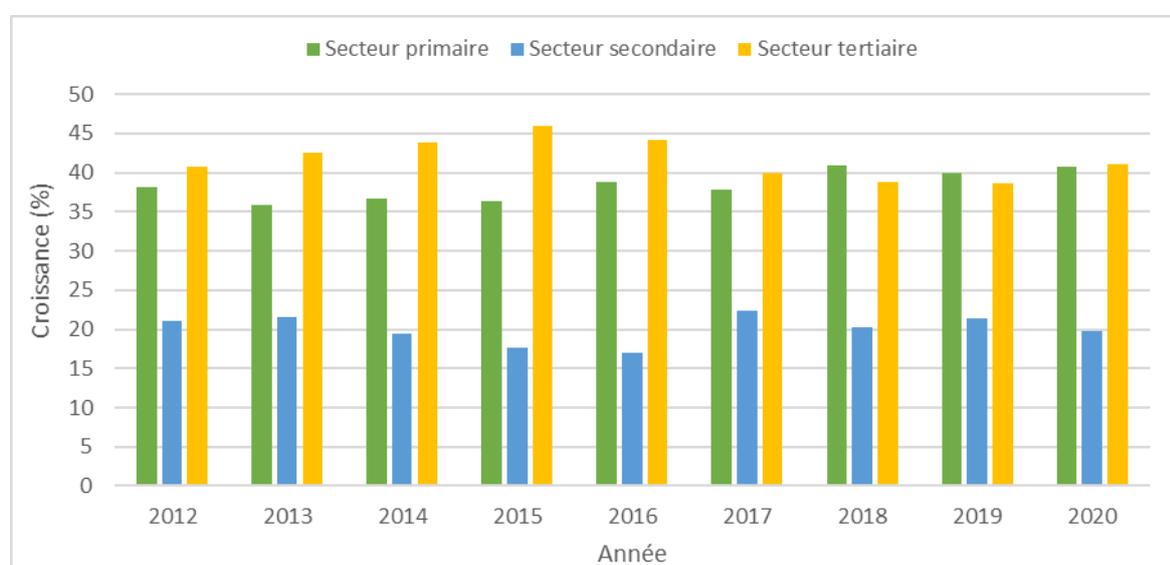
En effet, le secteur primaire (40 % du PIB) a connu un taux d'accroissement annuel moyen de 6,1 % sur la période 2017–2020. Il est de 4,5 % en 2021, en lien avec la forte baisse de la production céréalière (-38,87 %) (MP, 2022).

La croissance moyenne annuelle du secteur secondaire (20,4 % du PIB) s'est établie à 5,9 % sur la période 2017–2020. Elle est de 4,1 % en 2021, reflétant le repli de la production d'uranium induit par la fermeture de la mine d'Akouta exploitée par la COMINAK (MP, 2022).

Le secteur tertiaire (en moyenne 41 % du PIB) a connu une croissance moyenne annuelle de 4,0 % sur la période 2017–2020 (MP, 2022).

La Figure 3 présente la répartition (%) du PIB par secteur d'activité.

**Figure 3. Répartition du PIB par secteur d'activité**



Source : Institut National de la Statistique, 2019 ; MF, 2020.

Toutefois, la croissance en 2023 ne devrait être que de 1,2 % en raison des effets combinés des crises politiques, sécuritaires et climatiques. Les sanctions commerciales de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la fermeture des frontières ont provoqué la réduction des exportations, notamment en retardant les exportations de pétrole brut par le nouvel oléoduc, qui est maintenant achevé et mis en service. Les sanctions ont également entraîné des pertes dans le secteur privé, une crise de liquidité et une détérioration des portefeuilles dans le secteur bancaire. En réponse aux sanctions et à la rupture des financements extérieurs, les autorités ont révisé le budget 2023 en réduisant les dépenses d'investissement. Le déficit budgétaire pour 2023 devrait être de 3,9 % du PIB et la dette publique devrait atteindre 58,2 % du PIB<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> [Niger - Vue d'ensemble \(banquemondiale.org\)](https://www.banquemondiale.org/fr/fr/country/niger)

## 1.2 Dispositions institutionnelles et cadres juridique et politique

### 1.2.1 Dispositions institutionnelles

Le cadre institutionnel de mise en œuvre de la CCNUCC au Niger est constitué d'une multitude d'acteurs comprenant, entre autres, des institutions spécifiques, des ministères sectoriels, des organisations de la société civile, le secteur privé, des institutions de recherche et de formation ainsi que des partenaires techniques et financiers.

#### 1.2.1.1 Institutions spécifiques

##### *1.2.1.1.1 Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD) / Cabinet du Premier Ministre*

Créé par décret n° 096-004/PM du 9 février 1996, modifié et complété par les décrets n° 2000-272/PRN/PM du 04 août 2000 et n° 2011-057/PCSRD/PM du 27 janvier 2011, le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD) a pour mission, en relation avec toutes les parties prenantes, d'élaborer, de coordonner la mise en œuvre, de suivre et d'évaluer le Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable (PNEDD, l'Agenda 21 national). Placé sous la tutelle du Cabinet du Premier ministre, le CNEDD est l'institution en charge de la coordination des questions climatiques. Il est l'Autorité nationale désignée auprès du Fonds Vert pour le Climat et également Point focal AdCom.

Aussi, conformément à l'article 12 de la CCNUCC, en relation avec d'autres institutions, le CNEDD est chargé de coordonner le processus d'élaboration des Communications Nationales sur les changements climatiques, des Rapports d'Inventaire Nationaux de gaz à effet de serre, des Rapports Biennaux Actualisés, des Rapports Biennaux de Transparence, des AdCom ainsi que de tout autre document relatif à la Convention sur les changements climatiques.

##### *1.2.1.1.2 Haut-commissariat à l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens »*

Placé sous la tutelle de la Présidence de la République, le Haut-commissariat à l'Initiative 3N a en charge la coordination, la planification, la réalisation des études techniques, économiques et financières ainsi que la mobilisation des financements et des acteurs pour la mise en œuvre de l'Initiative 3N ainsi que le suivi et l'évaluation.

##### *1.2.1.1.3 Agence du barrage de Kandadji*

Créée par décret N° 2016-054/PRN du 26 janvier 2016, l'Agence du Barrage de Kandadji est placée sous la tutelle technique du Ministre, Directeur de Cabinet du Président de la République et sous la tutelle financière du Ministre en charge des Finances. Elle a pour mission de mettre en œuvre le Programme Kandadji de Régénération des Écosystèmes et de Mise en valeur de la Vallée du Fleuve Niger (P-KRESMIN) et de gérer son patrimoine. De ce fait, elle impulse, coordonne et évalue toute activité entrant dans le cadre des études et de la réalisation des investissements liés à la phase de développement et de commercialisation du P-KRESMIN.

#### *1.2.1.1.4 Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires*

Placé sous la tutelle du Cabinet du Premier ministre, le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires pour principales missions de (i) prévenir, atténuer et gérer les incidences des crises alimentaires touchant les populations nigériennes et de (ii) réunir les principaux services concernés et les grands donateurs pour prévenir et atténuer les effets des crises alimentaires.

#### *1.2.1.1.5 Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales*

Créée en 2008, l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales (ANFICT) a pour mission de (i) recevoir et allouer des ressources aux collectivités locales ; (ii) gérer les allocations financières indicatives des collectivités locales conformément aux règles de répartition établies ; et (iii) contrôler l'utilisation des fonds par les collectivités locales.

### **1.2.1.2 Ministères sectoriels**

#### *1.2.1.2.1 Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de l'Environnement*

Conformément au décret n° 2023-068/P/CNSP du 08 septembre 2023 portant organisation du gouvernement et fixant les attributions des Ministres d'État, des Ministres et du Ministre Délégué, le Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de l'Environnement (MHA/E) exerce, entre autres, les attributions suivantes : (i) la définition et la mise en œuvre des stratégies dans les domaines de l'eau et de l'hygiène et assainissement ; (ii) la promotion de la gestion intégrée des ressources en eau ; (iii) la définition et la mise en œuvre des stratégies dans les domaines de la restauration et de la préservation de l'environnement, de la lutte contre la désertification, des changements climatiques, de la biodiversité, de la biosécurité, de la gestion durable des ressources naturelles et des zones humides et du développement durable. Ce ministère assure le leadership de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) et joue également le rôle de point focal Transparence Climatique dans le cadre de l'Initiative « Climate Promise » du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

#### *1.2.1.2.2 Autres ministères*

Plusieurs ministères et institutions techniques sont impliqués dans la gestion de la question des changements climatiques. C'est notamment le cas du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, du Ministère des Transports et de l'Équipement, du Ministère de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales, du Ministère de l'Économie et des Finances, du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de l'Administration du Territoire, du Ministère de l'Énergie et du Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes.

### **1.2.1.3 Organisations de la société civile**

Les organisations de la société civile intervenant dans ce domaine comprennent notamment la Plateforme de la Société Civile Nigérienne sur les changements climatiques et le développement durable ; le Comité National de Coordination des ONG/AD ; le Réseau Climat et Développement - Niger ; le Réseau de la Jeunesse Nigérienne sur les Changements Climatiques ; les Jeunes Volontaires pour l'Environnement - Niger, le Réseau des Journalistes pour un Environnement Sain, l'Association

Nigérienne des Professionnels en Étude d'Impact sur l'Environnement et l'Association Nationale des Professionnels de la Gomme Arabique<sup>4</sup>.

#### **1.2.1.4 Institutions de formation et de recherche**

Les institutions de formation et de recherche sont constituées des institutions de l'enseignement supérieur et technique (universités publiques et privées) ainsi que des instituts de recherche nationaux (Institut National de la Recherche Agronomique du Niger [INRAN], Institut de Recherches en Sciences Humaines), régionaux (Centre Régional d'Agro-Hydro-Météorologie, Centre Africain pour les Applications de la Météorologie au Développement [ACMAD], Centre de services scientifiques d'Afrique de l'Ouest sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres [WASCAL], Comité permanent inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel [CILSS]) et internationaux (Institut de recherche pour le développement, Institut international de recherches sur les cultures des zones tropicales semi-arides [ICRISAT]) qui disposent d'unités opérationnelles.

#### **1.2.1.5 Partenaires techniques et financiers**

Les partenaires techniques et financiers sont notamment la Banque Agricole du Niger, qui est accréditée au Fonds d'Adaptation, la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds international de développement agricole (FIDA), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), l'Union européenne, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Programme Alimentaire Mondial, la Banque Islamique de Développement (BID), la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA), la Coopération allemande (GIZ), la Coopération chinoise, la Coopération suisse, la Coopération belge, l'Union économique et monétaire ouest-africaine, l'Agence japonaise de coopération internationale. Aussi, l'Autorité du Bassin du Niger et la Commission du Bassin du Lac Tchad constituent d'importantes parties prenantes en ce qui concerne la coordination transfrontalière intégrée et concertée des actions d'adaptation aux changements climatiques dans le bassin du fleuve Niger ou du lac Tchad. Elles jouent également un rôle important dans la mise en œuvre des actions d'adaptation, à savoir la gouvernance transfrontalière des zones humides, la prévention des conflits autour des zones humides notamment.

## **1.2.2 Cadres juridique et politique**

### **1.2.2.1 Cadre juridique**

Le cadre juridique principal relatif à l'environnement et à l'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques est composé d'instruments juridiques internationaux et nationaux.

#### *1.2.2.1.1 Instruments juridiques internationaux*

En matière d'engagements internationaux relatifs à l'environnement et à l'adaptation aux changements climatiques, le Niger a signé et ratifié (i) la CCNUCC les 11 juin 1992 et 25 juillet 1995, (ii) le Protocole de Kyoto les 23 octobre 1998 et 30 septembre 2004 et (iii) l'Accord de Paris sur le

---

<sup>4</sup> FIDA, mai 2013. Évaluation Environnementale et des Changements Climatiques, Pour la préparation du Programme d'Options Stratégiques pour le Pays 2013–2018 du FIDA.

climat les 22 avril et 21 septembre 2016. À ces textes s'ajoutent d'autres accords multilatéraux sur l'environnement (Convention Ramsar, Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction [CITES], Protocole de Nagoya) et d'autres engagements régionaux, notamment à travers l'Agenda 2063 de l'Union africaine, et la Vision 2040 de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

#### 1.2.2.1.2 Instruments juridiques nationaux

Bien que suspendue, la Constitution du 25 novembre 2010 stipule en son article 35 que « toute personne a droit à un environnement sain. L'État a l'obligation de protéger l'environnement dans l'intérêt des générations présentes et futures. Chacun est tenu de contribuer à la sauvegarde et à l'amélioration de l'environnement dans lequel il vit... »

Aussi, en réponse aux défis climatiques, le Niger a élaboré plusieurs textes réglementant (i) la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement ; (ii) l'aménagement du territoire, le développement rural, l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales ; et (iii) les activités agro-sylvo-pastorales. Il s'agit, entre autres, de :

- Loi n° 98-056 du 29 décembre 1998, portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement.
- Loi n° 2004-040 du 08 juin 2004 portant régime forestier au Niger.
- Loi n° 2004-048 du 30 juin 2004 portant loi-cadre relative à l'élevage.
- Loi n° 2001-32 du 31 décembre 2001 portant orientation de la politique d'aménagement du territoire.
- Ordonnance n° 2010-09 du 1er avril 2010 modifiant la loi n° 98-014 du 07 décembre 1998 portant Code de l'Eau au Niger.
- Ordonnance n° 2010-29 du 20 mai 2010 relative au pastoralisme.
- Ordonnance n° 93-015 du 2 mars 1993 fixant les principes d'orientation du Code Rural.

#### 1.2.2.2 Cadre politique et stratégique de l'adaptation aux changements climatiques

Depuis les événements du 26 juillet 2023, le Gouvernement du Niger s'est engagé dans l'élaboration du Programme de Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie 2024–2026. Ce programme prendra en compte tous les aspects socioéconomiques, avec une place importante accordée aux questions de changements climatiques.

Aussi, en matière de lutte contre les changements climatiques, et notamment dans le cadre de l'adaptation, le Niger a élaboré et mis en œuvre plusieurs stratégies, politiques, plans et programmes avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers en vue d'aboutir à un développement durable. Ainsi, le Niger dispose d'une Politique Nationale en matière de Changements Climatiques (PNCC, 2012) qui encadre l'action climatique, d'un Programme d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques (PANA, 2006), d'un plan national d'adaptation (PNA, 2022, 2035), d'une Contribution Déterminée au niveau National (CDN révisée, 2021–2030) et d'une Stratégie et Plan National d'Adaptation face aux changements climatiques dans le secteur Agricole (SPN2A, 2020–2035).

Le cadre politique et stratégique en faveur de l'adaptation aux changements climatiques comprend également :

- Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) Niger 2035.
- Plan de Développement Économique et Social (PDES) 2022–2026.
- Stratégie Nationale et Plan d'Actions en matière de Changements et Variabilité Climatiques (SNPA/CVC) 2015–2019.
- Plan national d'adaptation du secteur des ressources en eau (PNA-Eau) 2023–2032.
- Politique Nationale Genre révisée, 2017–2035.
- Stratégie de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable (SANDAD) 2021–2025, dénommée Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens ».
- Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes (SNRRC) 2022.
- Stratégie Nationale et Plan d'Actions sur les Énergies Renouvelables (SNPA/ER) 2003.
- Stratégie Nationale d'Accès aux Services Energétiques Modernes (SNASEM) 2006–2015.
- Déclaration de la Politique Énergétique (DPE), 2004.
- Programme National des Énergies Domestiques (PNED), 2015.
- Stratégie Nationale et Plan d'Actions en matière de Renforcement des Capacités pour la gestion de l'Environnement National et Mondial (ANCR) 2008–2015.
- Stratégie Nationale et Plan d'Actions sur l'Environnement Urbain et le Cadre de Vie (2001, 2020).
- Stratégie Nationale des Transports 2016–2025.
- Plan d'Actions Genre et Changements Climatiques (PAG-CC) 2023–2027.

La cartographie de ces politiques et stratégies clés mises en place au Niger est présentée dans le Tableau 1.

Tableau 1. Cartographie des cadres politiques et stratégiques

Cadres politiques et stratégiques	1998	2004	2006	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2026	2027	2029	2030	2035	
Référentiels nationaux	Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) Niger 2035																			
															PDES 2022–2026					
Cadres spécifiques aux changements climatiques	PNEDD		PANA		SNPA/CVC												PAG-CC			
					Stratégie de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable (SANDAD) / Initiative « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » (3N)															
					PNCC			PNEDD			CDN, révisée									
															PNA					
															PNA-Eau					
									Cadre Stratégique de la Gestion Durable des Terres (CS-GDT)											
Cadres sectoriels prenant en compte les changements climatiques	DPE												Stratégie et Plan National d'Adaptation face aux changements climatiques dans le secteur Agricole (SPN2A)							
					Plate-forme Nationale pour la Prévention et la Réduction des Risques de Catastrophes Naturelles															
											Politique Pétrolière du Niger									
											SNRRC									
							Stratégie de Développement Durable de l'Élevage													
						PNED		Document de Neutralité Carbone au Niger												

## 2. Risques climatiques

### 2.1 Identification des risques climatiques

Les événements climatiques extrêmes les plus fréquents au Niger incluent les sécheresses, les inondations, les fortes chaleurs, les vents violents et d'autres épisodes météorologiques extrêmes. En effet, de 1975 à 2020, sur 388 chocs climatiques ayant eu lieu dans le Sahel, le sud du Niger a enregistré 62 chocs climatiques dont 24 événements de sécheresse, 24 épisodes d'inondations et 14 phénomènes de vents violents (Epule et al., 2021). De vives inquiétudes face aux effets des changements climatiques s'élevèrent concernant la hausse des températures, le recul de la disponibilité de l'eau et le risque d'inondations (Coopération allemande [GIZ], 2021). À cela s'ajoutent des problématiques telles que la mauvaise qualité des eaux de surface et souterraines. En outre, le Niger est fortement vulnérable aux changements climatiques en raison d'une variabilité climatique élevée, de sa grande dépendance par rapport à l'agriculture pluviale et d'une capacité économique et institutionnelle limitée lorsqu'il s'agit de faire face à la variabilité et aux changements climatiques et de s'y adapter (Challinor et al., 2007 ; Müller et al., 2010 ; Roudier et al., 2011). Cette vulnérabilité limite le champ d'action des secteurs socioéconomiques de base, du fait des risques climatiques comme la sécheresse et l'inondation qui sont devenus de plus en plus fréquents ces dix dernières années.

En effet, les sécheresses, notamment celles des années 1968, 1973, 1984, 2004, 2009 et 2011, ont conduit à une modification de l'occupation des terres agricoles et pastorales et à la recherche de terres plus propices (CILSS, 2015, cité dans CNEDD, 2017).



Illustration de la sécheresse. Source : Secrétariat Exécutif du Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable.

En ce qui concerne les inondations, elles sont devenues récurrentes au Niger au cours de ces dernières années, avec de graves conséquences humaines, matérielles et environnementales. Elles sont causées en grande partie par de fortes pluies débordantes et des crues exceptionnelles (zones du fleuve et de

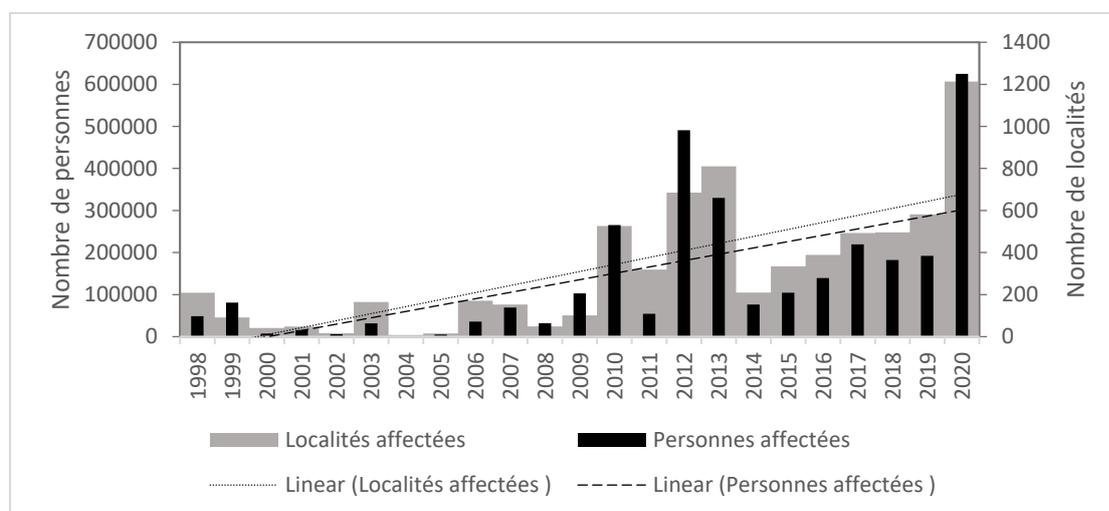
la rivière Komadougou Yobé). Elles se caractérisent par des débordements dus à une hausse de la quantité d'eau dans les sols et les cours d'eau (CNEDD, 2019).



Illustration des inondations de 2012 (à gauche)<sup>5</sup> et 2020 (à droite)<sup>6</sup> à Niamey. Source : AFP.

Aussi, de 1998 à 2020, un total de 3 115 290 personnes et environ 7 100 localités ont été touchées par des inondations, avec plus de 225 000 maisons détruites. Une forte augmentation du nombre de localités et de personnes touchées est manifeste au cours de la période 1998–2020. La plupart des dommages sont concentrés dans la période 2010–2020 (figure 4).

**Figure 4. Nombre de personnes et de localités touchées par an par les inondations au Niger entre 1998 et 2020**



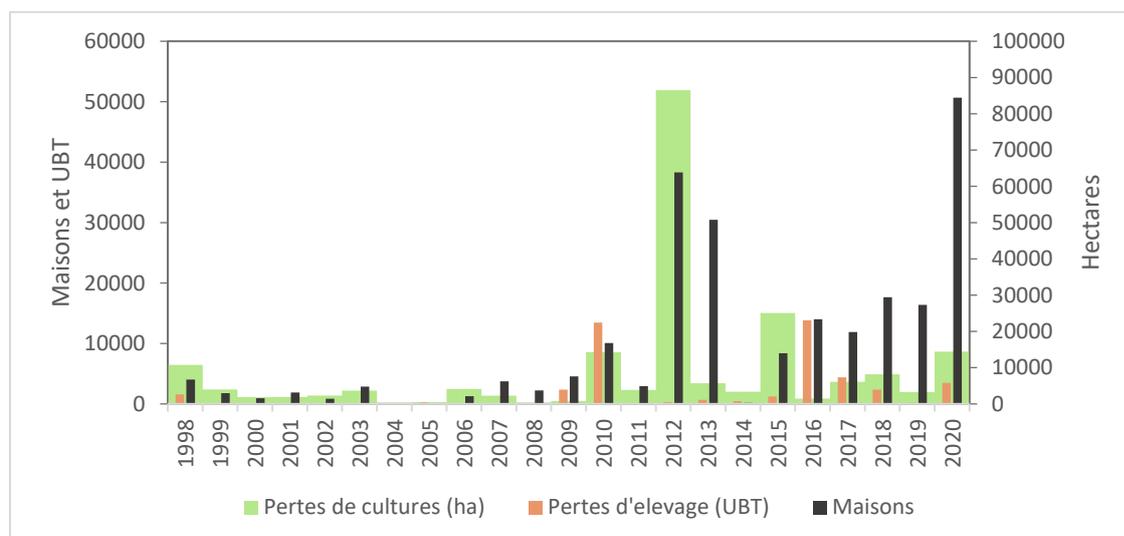
Source : Tarchiani et al., 2021.

La tendance est moins nette en ce qui concerne les pertes de récoltes et de bétail, celles-ci étant caractérisées par des événements épisodiques en 2010, 2012, 2016 et 2020. Ainsi, les inondations ont causé des pertes d'environ 205 000 hectares de cultures et 46 540 Unités de bétail tropical de 1998 à 2020 (figure 5).

<sup>5</sup> Niger : au moins 44 morts depuis juillet dans les inondations.

<sup>6</sup> Des inondations font 45 morts et plus de 200'000 sinistrés - lematin.ch

**Figure 5. Pertes de maisons, de cultures et de bétail dues aux inondations au Niger entre 1998 et 2020**

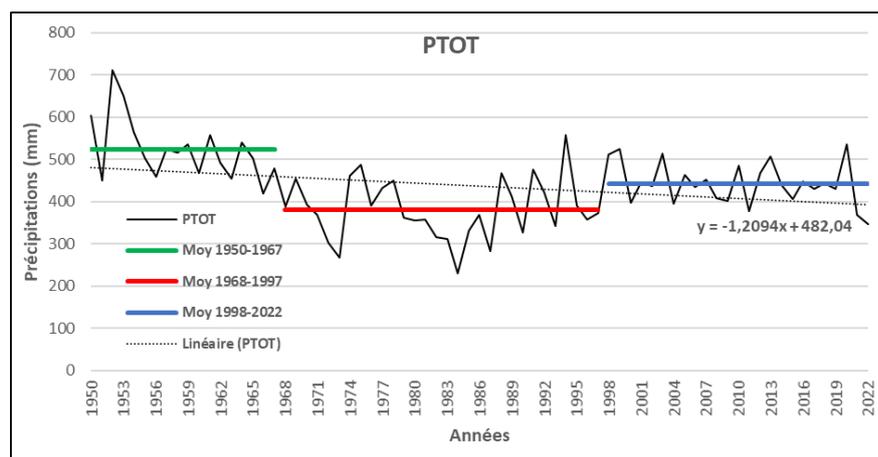


Source : Tarchiani et al., 2021.

## 2.2 Situation actuelle des changements climatiques

L'analyse de l'évolution du régime pluviométrique au Niger entre 1950 et 2022 (figure 6) montre que le volume total de pluies annuel (PTOT) a baissé très significativement au cours de cette période. Ainsi, les précipitations totales moyennes annuelles sont passées de 524 mm (1950–1967) à 381 mm durant trois décennies (1968–1997) pour ensuite présenter une amélioration (433 mm de 1998 à 2022) sans pour autant atteindre la situation antérieure (CNEDD, 2023).

**Figure 6. Évolution des précipitations annuelles (PTOT) au Niger de 1950 à 2022**



Source : CNEDD, 2023.

Les températures annuelles moyennes sont comprises entre 23 °C et 30 °C (GIZ, 2021). Une hausse de 0,81 °C ou de 0,93 °C est observée à travers les données respectives de l'Unité de recherche climatique (CRU) et du Modèle climatique régional (REMO) pour le Niger (CNEDD, 2022). Entre 1970 et 2020, la température moyenne annuelle du Niger a augmenté de 0,6 à 0,8 °C (Groupe de la Banque mondiale, 2023).

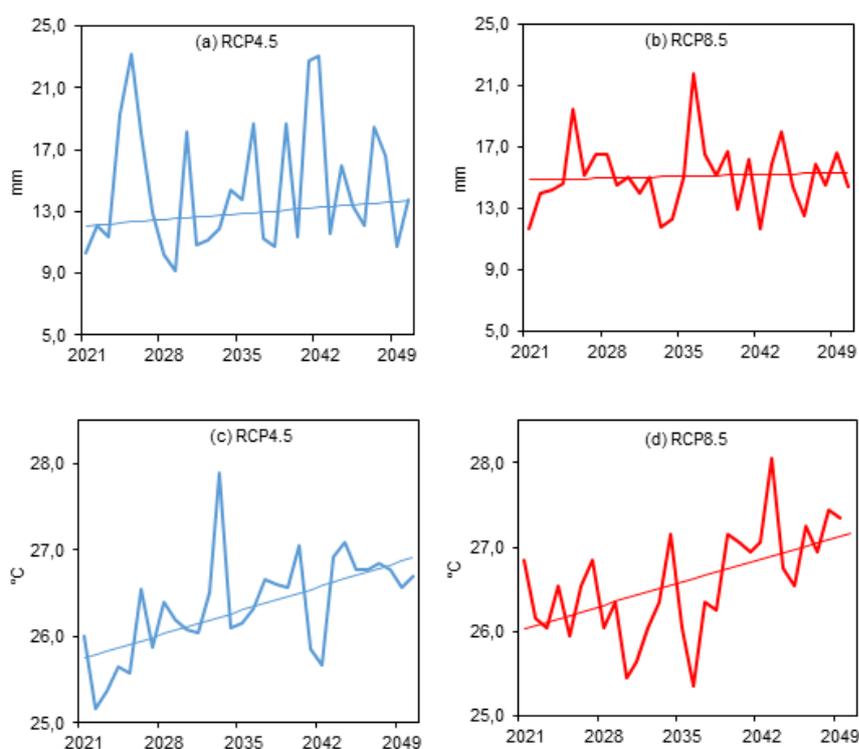
## 2.3 Tendence future des changements climatiques

Les principales conclusions des projections à l'horizon 2080 indiquent (GIZ, 2021) :

- Une hausse de la température moyenne de l'air entre 2,0 et 4,6 °C
- Une hausse probable des précipitations annuelles
- Une augmentation de l'évapotranspiration potentielle

Par ailleurs, les Scénarii d'émission RCP 4.5 et RCP 8.5 prévoient des changements dans les précipitations et températures au Niger sur la période 2021–2050 (figure 7). En effet, ces modèles prévoient une augmentation significative de la température moyenne de 1,2 °C et de 1,17 °C respectivement pour RCP 4.5 et RCP 8.5.

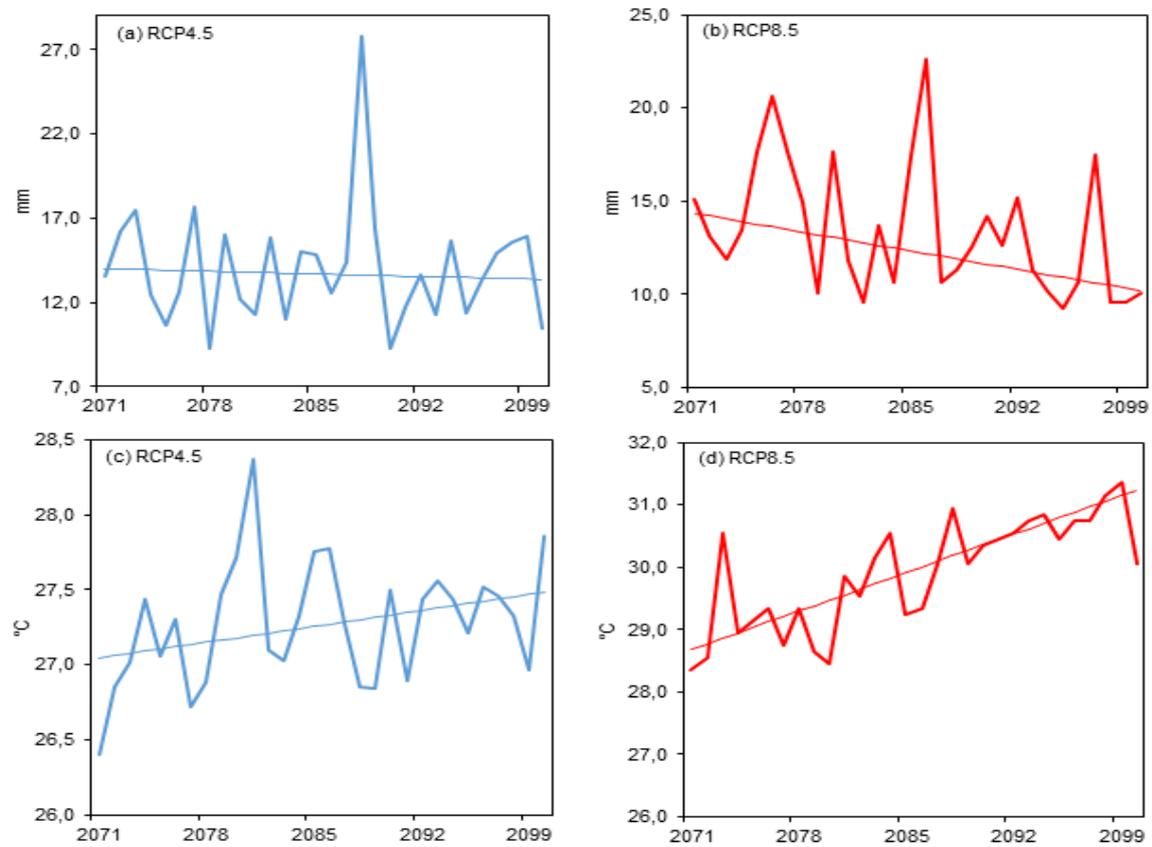
**Figure 7. Projection des tendances de précipitation et de température pour le Niger entre 2021 et 2050**



Source : CNEDD, 2022.

Les tendances de précipitation et de température entre 2071 et 2100 pour les deux Scénarii d'émission prévoient une augmentation significative de températures de 0,45 °C et de 2,64 °C respectivement pour les scénarii RCP 4.5 et RCP 8.5 (figure 8). Contrairement à la température, le modèle prévoit une tendance à la baisse pour les précipitations pour les deux scénarii, même si cette tendance n'est pas significative pour le RCP 4.5. (CNEDD, 2022). Selon le Groupe de la Banque mondiale (2023), si des mesures d'adaptation et d'atténuation ne sont pas prises, les changements climatiques devraient se traduire à l'avenir par une augmentation de la température moyenne allant jusqu'à 6 °C d'ici 2100.

**Figure 8.** Projection des tendances de précipitation et de température pour le Niger entre 2071 et 2100



Source : CNEDD, 2022.

## 3. État des lieux des actions d'adaptation

Au Niger, les actions d'adaptation sont contenues dans le PNA, le Programme d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques (PANA), la Contribution Déterminée au niveau National (CDN, révisée) et la Stratégie et Plan National d'Adaptation face aux changements climatiques dans le secteur Agricole (SPN2A). Dans le cas de la CDN révisée, il s'agit de mesures présentant des avantages connexes pour l'atténuation.

### 3.1 État des lieux des mesures et des options d'adaptation mises en œuvre

#### 3.1.1 Plan national d'adaptation

Le PNA repose sur trois axes stratégiques interdépendants : (i) le renforcement de la coordination entre les institutions pour la prise en compte de l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques et programmes nationaux ; (ii) la mise en œuvre de programmes d'action sectoriels prioritaires ; et (iii) la mobilisation des financements pour la mise en œuvre du PNA. Les cinq secteurs concernés sont ceux de l'élevage, de la foresterie, de la santé publique, des transports et des zones humides. Les options financées concernent les secteurs de l'élevage, de la foresterie, de la santé publique et des zones humides.

Dans le secteur de l'élevage, sept options d'adaptation sont retenues, dont six qui sont déjà financées. Ces six options sont déclinées en 10 projets (tableau 2).

**Tableau 2. Options d'adaptation et projets associés financés dans le secteur de l'élevage**

Options	Projets	Coût (millions de F CFA)
Aménagement des espaces pastoraux	Projet d'appui au développement de l'élevage pastoral et à la gestion durable des terres dans les régions de Zinder et Diffa (Bunkassa Kiwo)	32 800
	Projet de Gestion des Conflits Ruraux et Sécurisation des Espaces Pastoraux Tahoua (PROCOSEP 2)	197
Contribution à la lutte contre les maladies animales climato-sensibles	Projet de lutte contre le charbon bactérien	772
	Programme de vaccination et de déparasitage	15 800
Promotion des activités génératrices de revenus (AGR) et accès à la microfinance	Projet d'Appui au Pastoralisme au Sahel phase II (PRAPS 2)	33 500
	Projet Intégré de Modernisation de l'Élevage et de l'Agriculture au Niger (PIMELAN)	79 053
	Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder	55 000

Options	Projets	Coût (millions de F CFA)
Promotion des banques d'aliments pour le bétail	Projet d'appui à l'Agriculture Sensible aux risques Climatiques (PASEC)	58 900
Promotion de l'élevage périurbain, y compris l'élevage non conventionnel et l'application des biotechnologies animales (insémination artificielle, transfert embryonnaire, cryoconservation, etc.)	Programme National d'Amélioration Génétique/Bovins Locaux (PNAG/BL)	20 000
Accès aux informations agro-météorologiques et renforcement des capacités organisationnelles des éleveurs	Programme d'Appui au Développement de l'Élevage – PRADEL – « Kiyo Arziki »	15 000

Dans le secteur de la foresterie, les cinq options d'adaptation retenues sont déclinées en 16 projets d'adaptation, dont six projets qui sont financés (tableau 3).

**Tableau 3. Options d'adaptation et projets associés financés dans le secteur de la foresterie**

Options	Projets	Coût (millions de F CFA)
Gestion Durable des Terres	Projet de Gestion Durable des Terres (PGDT) dans les départements de Gouré (Goudoumaria et Maïné-soroa)	1 695
Aménagement et gestion durable des écosystèmes et valorisation des ressources productives	Projet Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le bassin du Niger (PIDACC)	13 530
	Projet Intégré de Gestion des écosystèmes Oasiens Nord Niger	15 401,68
Amélioration de la connaissance, promotion de la recherche-développement, production et diffusion de l'information sur le secteur forestier face aux changements climatiques	Développement et promotion des innovations rurales durables et résilientes dans des agro-écosystèmes Nigériens (DEVENIR)	550,89
Financement de l'adaptation aux changements climatiques au niveau local	Local Climate Adaptive Living Facility (Mécanisme de Financement de l'adaptation au niveau local) / LoCAL-Niger)	70
Sauvegarde et sécurisation des forêts classées, parcs et réserves	Projet de Gestion Durable de la Biodiversité et des Aires Protégées	927

Source : CNEDD, 2022.

En ce qui concerne le secteur de la santé, trois options prioritaires d'adaptation ont été retenues. Ces options sont déclinées en 12 projets d'adaptation, dont cinq projets qui sont financés (tableau 4).

**Tableau 4. Options d'adaptation et projets associés financés dans le secteur de la santé**

Options	Projets <sup>7</sup>
Amélioration de l'offre, de la qualité des soins et de la demande des prestations en matière de maladies climato-sensibles	Former les agents des 17 districts des régions de Tahoua, Maradi, Tillabéry, Dosso et Zinder sur le choléra et la gestion des foyers de choléra
	Former les membres de l'équipe multisectorielle d'intervention rapide au niveau national
Renforcement de l'information sanitaire et de la recherche sur les thèmes de la santé et des changements climatiques	Renforcer les capacités des cadres des programmes de lutte contre les maladies concernant l'utilisation de l'outil de production des comptes de la santé
	Renforcer les capacités des cadres du Ministère de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales en méthodologies de la recherche et innovation au niveau des districts
	Organiser des évaluations/études/enquêtes sur les performances du système de santé

Source : CNEDD, 2022.

Pour le secteur des zones humides, quatre options d'adaptation ont été retenues. Ces options sont déclinées en 25 projets d'adaptation, dont 15 projets qui sont financés (tableau 5).

**Tableau 5. Options d'adaptation et projets associés financés dans le secteur des zones humides**

Options	Projets	Coût (millions de F CFA)
Maîtrise de l'eau	Partenariat Régional sur l'Eau et l'Environnement en Afrique Centrale et Occidentale (PREE) 2020–2024 de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA)	Financé <sup>8</sup>
	Projet d'appui au programme Kandadji de régénération des écosystèmes et de mise en valeur de la vallée du Niger (PA-KRESMIN)	
	Projet d'irrigation Sia Konza/Dosso et accès aux marchés avec une sous-activité mise en œuvre du Plan d'Aménagement et de Gestion de la Réserve de Faune de Dosso et des Zones humides Moyen Niger I et II	
Développement des actions de Conservation des Eaux et des Sols /	Projet de Lutte contre l'Ensamblage des Cuvettes Oasiennes (PLECO) dans les départements de Gouré et de Mainé-Soroa	Financé

<sup>7</sup> Les coûts des projets n'ont pas été mentionnés dans le document de PNA.

<sup>8</sup> Le financement de ces projets n'a pas été indiqué dans le document de PNA.

Options	Projets	Coût (millions de F CFA)
Défense et Restauration des Sols (CES/DRS) à des fins agricoles, forestières, fauniques, piscicoles et pastorales	Projet Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le bassin du Niger (PIDACC)	
	Plateforme Intégrée pour la Sécurité de l'Eau au Niger (PISEN)	
	Projet de Relance de Développement de la Région du Lac Tchad (PROLAC)	
	Projet Résilience agro-sylvo pastorale, Ouest Niger-Volet Sécurisation/résilience Parc W Niger et périphérie (PIP)	
	Projet Intégration des Mesures d'Adaptation au Changement Climatique dans la Gestion Concertée du complexe transfrontalier W-Arly-Pendjari (ADAPT-WAP)	
	Projet de Gestion Durable de la Biodiversité et des Aires Protégées	927
	Projet de Mécanisme de Financement de l'adaptation au niveau local (LOCAL Niger)	70
	Projet de Gestion Intégré des Écosystèmes Oasiens Nord Niger	921
Renforcement des capacités des acteurs	Projet de Renforcement de la Résilience Communautaire Rurale à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Niger (PRECIS)	Financé
	Programme d'Appui à la Pêche et l'aquaculture au Niger (PAPA-Niger 1)	
	Projet Filets Sociaux Adaptatifs II « Wadata Talaka »	

Source : CNEDD, 2022.

### 3.1.2 Contribution Déterminée au niveau National (CDN, révisée)

La CDN est un outil stratégique et d'engagement du Niger pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris par des actions ciblées dans les secteurs prioritaires (Agriculture, Foresterie et autres Affectations des Terres [AFAT], Énergie). Elle vise à (i) lutter contre la pauvreté ; (ii) assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des Nigériens et des Nigériennes ; (iii) promouvoir la gestion durable des ressources naturelles et l'utilisation massive des énergies renouvelables ; et (iv) renforcer la résilience des écosystèmes et des communautés.

En somme, huit options d'adaptation découlant des études de vulnérabilité des secteurs prioritaires de la CDN sont identifiées : i) la promotion de l'Agriculture Intelligente face au Climat ; ii) la valorisation des données météorologiques par les producteurs ; iii) le développement de la gestion durable des terres et des eaux ; iv) le renforcement de la gestion participative et numérisée des massifs forestiers ; v) l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan décennal de reboisement ; vi) le développement de la foresterie urbaine et périurbaine ; vii) les subventions des kits d'utilisation des énergies fossiles et

solaires ; et viii) le développement de partenariats public-privé pour la mise en valeur des énergies nouvelles et renouvelables.

À ce jour, bien que certaines mesures de la CDN révisée en 2021 soient en cours de mise en œuvre, aucune évaluation n'a été faite pour l'instant afin de déterminer les projets et leurs coûts. Ainsi, les mesures de mise en œuvre de cette CDN sont consignées dans le Tableau 6.

**Tableau 6. Mesures de mise en œuvre de la CDN<sup>9</sup>**

Sous-secteurs	Mesures et actions
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation de semences certifiées de variétés améliorées à haut rendement, et de ressources phyto-génétiques adaptées.</li> <li>• Gestion intégrée de la fertilité des sols.</li> <li>• Assurance indicielle agricole.</li> <li>• Irrigation goutte-à-goutte.</li> <li>• Promotion et développement des cultures irriguées.</li> <li>• Promotion et utilisation des services et informations climatiques en faveur des producteurs.</li> <li>• Création de retenues d'eau de ruissellement et leur valorisation pour les cultures irriguées (maraîchage).</li> <li>• Traitement des bassins versants et des koris qui endommagent les aires de cultures.</li> <li>• Réalisation d'ouvrages de protection des aires de cultures contre les inondations.</li> <li>• Lutte contre les ennemis et maladies climato-sensibles des cultures.</li> <li>• Promotion de la petite irrigation par l'utilisation de systèmes d'irrigation améliorés, innovants et performants.</li> <li>• Organisation et développement des filières et des chaînes de valeur des principales cultures de rente à haute valeur ajoutée.</li> <li>• Promotion de l'agroforesterie et de la régénération naturelle assistée (RNA).</li> <li>• Amélioration des systèmes de commercialisation des produits agricoles locaux au profit des producteurs vulnérables.</li> <li>• Récupération des terres dégradées pour les besoins d'exploitations agricoles et pastorales.</li> <li>• Intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les plans de développement communaux, départementaux et régionaux.</li> </ul>
Foresterie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aménagement des forêts</li> <li>• Production de plants</li> <li>• Récupération des terres dégradées</li> <li>• Fixation des dunes</li> <li>• Lutte contre les plantes envahissantes</li> <li>• Mise en place de brise-vents de protection</li> <li>• Mise en place de haies vives</li> <li>• Ouverture de bandes pare-feu</li> <li>• Promotion de la RNA</li> <li>• Réalisation de plantations d'alignement, d'ornement et d'ombrage</li> <li>• Promotion de l'élevage non conventionnel</li> </ul>

<sup>9</sup> Les mesures relatives aux ressources en eau de la CDN ont été enlevées de ce tableau puisqu'elles sont prioritairement prises en compte dans le document PNA-Eau.

Sous-secteurs	Mesures et actions
Élevage	<ul style="list-style-type: none"><li>• Appui à l'élevage traditionnel par le renforcement des aménagements pastoraux et des capacités de sécurisation dans la zone pastorale.</li><li>• Accroissement de la productivité de l'élevage par l'amélioration du potentiel génétique et le développement de l'intégration agriculture/élevage.</li><li>• Appui à l'aviculture villageoise.</li><li>• Relance de la filière bétail-viande.</li><li>• Appui à l'organisation des professionnels de la filière élevage.</li><li>• Appui à la privatisation de la profession zoo-vétérinaire.</li><li>• Lutte contre les épizooties et mise en place de veille sanitaire.</li><li>• Promotion des laiteries et soutien à l'élevage périurbain.</li><li>• Appui à la recherche vétérinaire et zootechnique.</li><li>• Promotion de l'élevage non conventionnel.</li><li>• Appui à la mise en œuvre du plan d'action pour la relance de l'élevage au Niger et des mesures d'accompagnement.</li><li>• Développement des cultures fourragères.</li></ul>

Source : Ministère de l'Environnement et de la Lutte Contre la Désertification, 2021a.

### 3.1.3 Programme d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques (PANA)

Le PANA avait pour objectif général de contribuer à l'atténuation des effets néfastes de la variabilité et des changements climatiques sur les populations les plus vulnérables dans la perspective d'un développement durable. Ce programme comportait quatorze options d'adaptation classées par ordre de priorité (Tableau 7).

Toutes ces options du PANA ont fait l'objet d'une mise en œuvre à travers des projets et programmes, comme l'indique l'étude portant sur l'évaluation des activités d'adaptation en cours de mise en œuvre ou réalisées entre 2006 et 2019 élaborée dans le cadre du PNA.

**Tableau 7. Options d'adaptation prioritaires du PANA**

N°	Options d'adaptation <sup>10</sup>
1	Introduction des espèces fourragères en milieu pastoral
2	Promotion des banques d'aliments pour le bétail
3	Réhabilitation des cuvettes pour la pratique des cultures irriguées
4	Diversification et intensification des cultures irriguées
5	Promotion du maraîchage et de l'élevage périurbains
6	Promotion des activités génératrices de revenus (AGR) et développement des mutuelles
7	Maîtrise de l'eau
8	Production et diffusion des informations agro-météorologiques
9	Création de banques céréalières
10	Contribution à la lutte contre les maladies climato-sensibles
11	Développement des actions de conservation des eaux et des sols / défense et restauration des sols (CES/DRS) à des fins agricoles, forestières et pastorales
12	Vulgarisation des espèces animales et végétales les mieux adaptées aux conditions climatiques
13	Protection des berges et réhabilitation des mares ensablées
14	Renforcement des capacités techniques matérielles et organisationnelles des producteurs ruraux

Source : CNEDD, 2006.

## 3.2 État des lieux des mesures et des options d'adaptation en recherche de financement

Les mesures et options d'adaptation en recherche de financement sont contenues dans le PNA, la CDN révisée, le PNA-Eau et la Stratégie et Plan National d'Adaptation face aux changements climatiques dans le secteur Agricole (SPN2A).

### 3.2.1 Mesures et options en recherche de financement contenues dans le PNA

Ces mesures concernent les secteurs de l'élevage, de la foresterie, de la santé publique, des transports et des zones humides.

Dans le secteur de l'élevage, sept options d'adaptation sont retenues, dont une option qui est déclinée en deux projets non financés (tableau 8).

<sup>10</sup> Ces options d'adaptation n'ont pas été budgétisées dans le document de PANA.

**Tableau 8. Options d'adaptation et projets associés non financés dans le secteur de l'élevage**

Options	Projet <sup>11</sup>
Vulgarisation des espèces animales et végétales les mieux adaptées aux conditions climatiques	Appui à la création d'un Centre camelin au Niger
	Projet pilote d'appui à la régénération et à la valorisation du taurin Kouri au Niger (Projet Kouri)

Source : CNEDD, 2022.

Dans le secteur de la foresterie, les cinq options d'adaptation retenues sont déclinées en 16 projets d'adaptation, dont 10 projets qui restent non financés (tableau 9).

**Tableau 1. Options d'adaptation et projets associés non financés dans le secteur de la foresterie**

Options	Projets	Coût (millions de F CFA)	Coût (millions d'USD)
Gestion Durable des Terres	Programme National de Gestion Durable des Terres	89 253,966	148,757
	Projet de Développement de l'Agroforesterie et de Gestion Durable de la fertilité des Terres	20 950,849	34,918
	Projet d'appui à l'amélioration de la fertilité des sols par les travaux de restauration des terres dégradées au Niger	8 637,499	14,396
	Programme de résilience au changement climatique à travers la gestion durable des terres	154 824	258,040
Aménagement et gestion durable des écosystèmes et valorisation des ressources productives	Programme intégré de préservation des bases productives et de développement de systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques intelligents face au climat	289 788	482,980
	Projet d'Appui à la Résilience face aux Changements Climatiques dans le Bassin Versant de la Sirba (PAR2C-Sirba)	8 643,75	14,406
	Programme de planification stratégique des ressources naturelles du bassin du fleuve Niger	9 839,355	16,399
Amélioration de la connaissance, promotion de la recherche-développement, production et diffusion de l'information sur le secteur forestier face aux changements climatiques	Développement de la recherche d'accompagnement et valorisation des connaissances	6 798	11,330

<sup>11</sup> Les mesures n'ont pas été budgétisées dans le document de PNA.

Options	Projets	Coût (millions de F CFA)	Coût (millions d'USD)
Sauvegarde et sécurisation des forêts classées, parcs et réserves	Intégration des mesures d'adaptation au changement climatique pour la gestion intégrée du complexe transfrontalier W-Arly (Projet ADAPT WAP)	921	1,535
	Projet de Gestion Durable des Écosystèmes périphériques du Parc W Niger et de la zone girafe (PGDE/PW/ZG)	123,394	0,206

Source : CNEDD, 2022.

En ce qui concerne le secteur de la santé, trois options prioritaires d'adaptation ont été retenues. Ces options sont déclinées en 12 projets d'adaptation, dont 7 projets qui restent non financés (tableau 10).

**Tableau 10. Options d'adaptation et projets associés non financés dans le secteur de la santé**

Options	Projets <sup>12</sup>
Amélioration de l'offre, de la qualité des soins et de la demande de prestations en matière de maladies climato-sensibles	Former deux cohortes de 30 agents de la santé animale, humaine et environnementale œuvrant sur le terrain
	Recycler les agents des cinq sites de surveillance pédiatrique (Niamey, Dosso, Tahoua, Zinder et Maradi)
Amélioration du financement de la santé	Renforcer les mécanismes de mobilisation des ressources financières internes
	Initier des mécanismes de financement innovant pour la santé
Renforcement de l'information sanitaire et de la recherche sur les thèmes de la santé et des changements climatiques	Développer une stratégie nationale d'information intégrant les besoins des services à tous les niveaux du système et ceux des partenaires du secteur en termes de suivi de l'impact des actions menées et des connaissances
	Actualiser les outils de collecte des données en vue de réduire la fragmentation et la multiplicité des outils existant actuellement
	Partager les connaissances issues des évaluations/études/enquêtes à travers les différents canaux existants

Source : CNEDD, 2022.

En ce qui concerne le secteur des transports, six options sont déclinées en 25 projets d'adaptation, dont l'ensemble est en recherche de financement (tableau 11).

<sup>12</sup> Les mesures n'ont pas été budgétisées dans le document de PNA.

**Tableau 11. Options d'adaptation et projets associés non financés dans le secteur des transports**

Options	Projets	Coût (milliards de F CFA)	Coût (millions d'USD)
Aménagement, conservation et restauration des bassins versants traversés par les différents tracés de routes ou de voies ferrées	Aménagement, conservation et restauration des bassins versants traversés par les différents tracés de routes ou de voies ferrées	En recherche de financement <sup>13</sup>	En recherche de financement
Adaptation des normes de conception et de dimensionnement des infrastructures routières aériennes et ferroviaires	Renforcement des ouvrages d'assainissement et adaptation de la qualité des matériaux de revêtement des chaussées	761,577	1269,295
	Adaptation du document technique sur les normes de construction		
	Adaptation du document sur le contrôle de la qualité technique des matériaux de construction et leur mise en œuvre		
	Renforcement des équipements et outils de contrôle de la qualité des matériaux de construction		
Adaptation des travaux de réhabilitation des routes	Réhabilitation de la route Agadez-Arlit	452,25	753,750
	Réhabilitation de la route Djajiri-Diffa		
	Réhabilitation de la route Maradi-Dan Issa-Fr Nigeria		
	Réhabilitation de la route Tchadoua-Takiéta		
	Réhabilitation de la route Niamey-Tillabéry		
	Réhabilitation de la route Niamey-Torodi-Fr Burkina Faso		
	Réhabilitation de la route Farié-Téra		
	Réhabilitation de la route Musari- Guidiguir		
	Réhabilitation de la route Takiéta- Matamèye-Fr Nigeria		
	Réhabilitation de la route Niamey-Dosso		
Gestion des réseaux d'informations de transports terrestres, fluviaux et aériens et leurs infrastructures respectives	Mise en place de deux bases de données sectorielles thématiques (transports/équipement) et amélioration des statistiques sectorielles en qualité et en quantité	3	5
Mise en place d'un système de sécurité routière qui garantira la résilience aux	Investissements pour l'adaptation des systèmes de transports, notamment ferroviaires et fluviaux	2,5	4,167
	Amélioration de la prévision et de la gestion des événements climatiques extrêmes		

<sup>13</sup> Les coûts n'ont pas été indiqués dans le document de PNA.

Options	Projets	Coût (milliards de F CFA)	Coût (millions d'USD)
catastrophes naturelles et aux risques climatiques	Amélioration des contrôles techniques des automobiles, des routes et des ouvrages d'art		
	Mise en place d'un dispositif de suivi de la vétusté des véhicules de transports de marchandises		
	Mise en place d'un cadre normatif d'importation de véhicules		
	Renforcement des capacités (plateaux techniques) et formations		
	Mise en place de postes de pesage et péage modernes		
	Mise en place d'une brigade mixte de contrôle in situ (MEq, MT, MI, MD)		
Renforcement des digues de protection des routes, des chemins de fer et autres infrastructures	Renforcement des digues de protection des routes, des chemins de fer et autres infrastructures	En recherche de financement	En recherche de financement

Source : CNEDD, 2022.

Pour le secteur des zones humides, quatre options d'adaptation ont été retenues et priorisées. Ces options sont déclinées en 25 projets d'adaptation, dont 10 projets qui restent non financés (tableau 12).

**Tableau 12. Options d'adaptation et projets associés non financés dans le secteur des zones humides**

Options	Projets	Coût (millions de F CFA)	Coût (milliers d'USD)
Développement des actions de Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des Sols (CES/DRS) à des fins agricoles, forestières, fauniques, piscicoles et pastorales	Projet d'Appui à la Résilience face aux Changements Climatiques dans le Bassin Versant de la Sirba (PAR2C-Sirba)	En recherche de financement <sup>14</sup>	En recherche de financement
Protection des berges et réhabilitation des mares ensablées	Projet Élaboration d'un plan de gestion et de valorisation des zones humides	45	75
	Projet Élaboration et mise en œuvre d'outils d'aménagement et de gestion des zones humides et lutte contre les moteurs de leur perte et dégradation	4 000	6666,667
Renforcement des capacités des acteurs	Programme de mise en œuvre du Plan d'actions de Développement Durable de la Pêche 2022–2026	En recherche de financement	En recherche de financement
	Projet d'Appui à l'Appropriation de nouvelles Technologies Aquacoles Projet d'Appui au développement de la filière pêche et pisciculture Projet d'Appui à l'amélioration de la productivité des Fermes Aquacoles Projet de Transformation et Commercialisation de Trois Produits Forestiers Non ligneux : Moringa, Anza et miel Projet de Transformation, stockage et commercialisation des produits halieutiques Projet de Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion des zones humides	400	666,667

Source : CNEDD, 2022.

La mise en œuvre des options d'adaptation prioritaires identifiées en recherche de financement pour l'ensemble des cinq secteurs cibles nécessite 3 819,317 milliards de F CFA, soit 6 365,51 millions d'USD.

<sup>14</sup> Les coûts n'ont pas été indiqués dans le document de PNA.

### 3.2.2 Mesures et options en recherche de financement contenues dans la CDN

Les technologies non financées contenues dans la CDN sont des mesures d'adaptation présentant des avantages connexes. Elles sont surtout présentes dans le secteur de l'Agriculture, Foresterie et des autres Affectations des Terres (AFAT) (tableau 13).

**Tableau 13. Mesures présentant des avantages connexes identifiées dans le secteur AFAT<sup>15</sup>**

Mesures	Unité	Cible 2030
Plantations d'espèces à usages multiples	espèce	750 000
Promotion de la régénération naturelle assistée (RNA)	ha	913 932
Aménagement des terres pour les cultures irriguées ou de décrues	ha	424 000
Haies vives et brise-vents	km	145 000
Aménagement et sécurisation des enclaves pastorales, aires de pâturage et aires de repos	ha	455 848
Aménagement et matérialisation de couloirs de passage	ha	279 702
Restauration des terres pastorales dégradées	ha	112 500
Foresterie privée	ha	75 000
Développement de fermes laitières en zéro pâturage (stabulation permanente)	ferme	258
Intensification des systèmes d'élevage basés sur l'embouche bovine	ferme	1 500
Intensification des systèmes d'élevage basés sur l'embouche ovine	ferme	3 000
Programme « un village un bois »	ha	12 500
Fixation de dunes vives	ha	10 053
Réhabilitation des forêts classées dégradées	ha	10 000
Gestion des intrants	tonne	10 822
Lutte contre le déboisement (défrichement) et les feux de brousse (pare-feu)	ha	7 500
Culture fourragère	ha	2 000

Source : Ministère de l'Environnement et de la Lutte Contre la Désertification, 2021a.

Le montant global pour la mise en œuvre de ces mesures d'adaptation s'évalue à 4,343 milliards d'USD selon le scénario conditionnel.

### 3.2.3 Plan national d'adaptation du secteur des ressources en eau (PNA-Eau)

L'objectif global du PNA-Eau est de contribuer au développement durable du pays à travers la réduction des impacts néfastes des changements climatiques dans le secteur des ressources en eau. Cet objectif s'arrime avec l'objectif du PNA global. Le PNA-Eau est articulé autour de trois axes stratégiques, à savoir : (i) le renforcement de la résilience du secteur des ressources en eau ; (ii)

<sup>15</sup> Ces mesures n'ont pas été budgétisées séparément dans la CDN révisée.

l'amélioration de la connaissance et de la maîtrise des ressources en eau ; et (iii) la mobilisation de ressources financières en vue de la mise en œuvre effective du PNA-Eau (CNEDD, 2023).

Les trois axes stratégiques comprennent 36 mesures prioritaires réparties par axe, dont 20 mesures pour l'axe 1, 10 mesures pour l'axe 2 et six mesures pour l'axe 3 (tableau 14).

**Tableau 14. Mesures d'adaptation du PNA-Eau**

Axes	Mesures d'adaptation
Renforcement de la résilience du secteur des ressources en eau	1.1. Aménagement de mares permanentes pour les cultures maraîchères
	1.2. Développement de systèmes de récupération des eaux de pluies des toits d'habitation à des fins domestiques
	1.3. Désensablement des plans et cours d'eau
	1.4. Construction de réservoirs de stockage d'eau à usages multiples
	1.5. Amélioration des infrastructures urbaines d'eau et d'assainissement
	1.6. Réalisation/Réhabilitation des ouvrages (points d'eau modernes, systèmes d'alimentation en eau potable, digues de protection, seuil de rétention, etc.)
	1.7. Réalisation d'ouvrages de traitement des koris (seuil en pierres sèches ou en gabions, épis de rejet, traitement des berges)
	1.8. Réhabilitation et renforcement du dispositif national de suivi des eaux de surface au niveau de certains ouvrages
	1.9. Aménagement des périmètres irrigués
	1.10. Restauration des habitats aquatiques et des services d'écosystème
	1.11. Valorisation des infrastructures hydro-agricoles existantes et des ressources potentielles en eau souterraine facilement accessibles par la promotion de la petite irrigation privée
	1.12. Réalisation de barrages de régulation du régime des cours d'eaux permanents
	1.13. Mise en place / opérationnalisation des systèmes d'alerte précoce
	1.14. Réalisation d'ouvrages modernes pour les services socioéconomiques de base, notamment les écoles et les services sanitaires
	1.15. Réalisation d'ouvrages multi-villages
	1.16. Promotion de la pêche et de la pisciculture par une meilleure valorisation des ressources en eau
	1.17. Lutte contre les plantes aquatiques envahissantes
	1.18. Restauration d'installations d'irrigation obsolètes ou mal entretenues pour améliorer le rendement de l'eau et l'équité d'accès
	1.19. Réalisation d'ouvrages de Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des Sols (CES/DRS)
	1.20. Réalisation d'ouvrages d'assainissement et de protection (digues, fossés, caniveaux, stations de traitement des eaux usées et boues de vidange)
Amélioration de la connaissance	2.1. Révision des normes hydrologiques pour le dimensionnement des infrastructures hydrauliques

Axes	Mesures d'adaptation
et de la maîtrise des ressources en eau	2.2. Renforcement des capacités des services techniques en ressources matérielles et financières pour le suivi des nappes
	2.3. Renforcement des capacités des institutions en matière de systèmes de prévision et d'alerte
	2.4. Renforcement des capacités des usagers de l'eau
	2.5. Amélioration de la connaissance des grands aquifères fossiles
	2.6. Amélioration de la connaissance et de la maîtrise des ressources en eau
	2.7. Diffusion des informations sur les prévisions météorologiques hydrologiques à temps et dans toutes les langues locales
	2.8. Connaissance et suivi des ressources en eau
	2.9. Promotion de la Gestion Intégrée de l'Eau (GIRE)
	2.10. Amélioration de la gestion des services publics
	Mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du PNA-Eau
3.2. Opérationnalisation du Fonds National de l'Eau et de l'Assainissement	
3.3. Intensification des actions de plaidoyer auprès des décideurs politiques, des acteurs du secteur privé et ceux des ONG/AD pour la mise en œuvre du PNA-Eau	
3.4. Formation de personnels scientifiques, techniques et de gestion dans le domaine de la planification et budgétisation de l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur des ressources en eau	
3.5. Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation des ressources financières interne et externe en faveur de l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur des ressources en eau	
3.6. Formation de tous les acteurs sur l'élaboration de dossiers de projets et programmes bancables	

Source : CNEDD, 2023.

Le montant de la mise en œuvre de ces mesures d'adaptation est évalué à 1 065,33 milliards de F CFA, soit 1 775,55 millions d'USD.

### **3.2.4 Stratégie et Plan National d'Adaptation face aux changements climatiques dans le secteur Agricole (SPN2A 2035)**

La SPN2A a pour finalité « un développement agricole durable et intelligent face au climat, assurant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations nigériennes dans un contexte de changement climatique ». Elle est structurée en six axes d'intervention : (i) la préservation des ressources naturelles et la gestion durable des agroécosystèmes ; (ii) le développement de systèmes agro-sylvo-pastoraux intelligents face au climat ; (iii) le développement des fonctions support de l'agriculture pour appuyer la transition des exploitations vers l'agriculture intelligente face au climat ; (iv) le développement de chaînes de valeur intelligentes face au climat ; (v) le renforcement de la résilience des producteurs face aux chocs d'origine climatique, économique et écologique ; et (vi) l'intégration de l'adaptation face au climat dans la planification et la mise en œuvre du développement du secteur de l'AFAT. Ces axes sont traduits en programmes permettant de mettre en œuvre les mesures d'adaptation identifiées (tableau 15).

À ce jour, bien que certains projets soient mis en œuvre à travers ces programmes, aucune évaluation n'a été faite afin de déterminer ceux qui ne sont pas mis en œuvre.

**Tableau 15. Axes et programmes de la SPN2A 2035**

<b>Axes d'intervention</b>	<b>Programmes</b>	<b>Coût par axe/programme (milliards de F CFA)</b>	<b>Coût par axe/programme (millions d'USD)</b>
<b>Axe 1 : Préservation des ressources naturelles et gestion durable des agroécosystèmes</b>	P1.1. Développement d'observatoires des risques climatiques et environnementaux	38,76	64 601,40
	P1.2. Appui à la restauration et la préservation des ressources en sol	120,96	201 591,67
	P1.3. Appui à la gestion intégrée des ressources en eau	57,96	96 607,97
	P1.4. Protection, réhabilitation et gestion durable des ressources forestières	18,47	30 787,50
	P1.5. Protection, restauration et valorisation rationnelle des écosystèmes à vocation fourragère	36,09	60 141,67
<b>Total Axe 1</b>		<b>272 238 121 718</b>	<b>272,24</b>
<b>Axe 2 : Développement de systèmes agro-sylvo-pastoraux intelligents face au climat</b>	P2.1. Sécurisation du foncier agricole et pastoral	22,77	37 957,32
	P2.2. Soutien à l'extension des systèmes irrigués et à l'optimisation de leurs performances	79,03	131 713,54
	P2.3. Développement de systèmes de culture pluviaux performants et intelligents face au climat	37,85	63 083,08
	P2.4. Sécurisation alimentaire et vétérinaire des systèmes d'élevage sédentaires et mobiles	7,60	12 662,50
	P2.5. Appui à l'intensification des systèmes d'élevage sédentaires	19,12	31 863,70
	P2.6. Appui à la sécurisation des systèmes d'élevage mobiles (éleveurs nomades et transhumants)	110,08	183 466,33
	P2.7. Appui à la diversification des exploitations agricoles	29,37	48 955,71
<b>Total Axe 2</b>		<b>305 821 306 132</b>	<b>509 702,18</b>
<b>Axe 3 : Développement des</b>	P3.1. Soutien aux activités de recherche-action centrées sur la résilience des producteurs et l'adaptation face au climat	4,65	7 750,00

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Axes d'intervention	Programmes	Coût par axe/programme (milliards de F CFA)	Coût par axe/programme (millions d'USD)
<b>fonctions support de l'agriculture pour appuyer la transition des exploitations vers l'agriculture intelligente face au climat</b>	P3.2. Amélioration de l'accès aux intrants agricoles et zootechniques et à l'équipement	53,72	89 540,59
	P3.3. Soutien au développement du conseil agricole centré sur l'adaptation face aux changements climatiques dans le secteur agricole	3,63	6 055,00
	P3.4. Renforcement de la prise de décision tactique et stratégique des producteurs par des systèmes d'information performants	1,31	2 175,00
	P3.5. Renforcement des capacités des producteurs en matière d'adaptation face au climat	1,53	2 548,33
	P3.6. Développement de l'accès à des services et produits financiers en faveur de l'adaptation face au climat	25,50	42 500,00
<b>Total Axe 3</b>		<b>90 341 352 555</b>	<b>150 568,92</b>
<b>Axe 4 : Développement de chaînes de valeur intelligentes face au climat</b>	P4.1. Infrastructures structurantes pour l'optimisation des chaînes de valeur agricoles, pastorales, sylvicoles et halieutiques	75 030,83	75 030,83
	P4.2. Promotion de la qualité et de l'origine dans les chaînes de valeur	3 233,33	3 233,33
	P4.3. Soutien au développement de chaînes de valeur innovantes et adaptées face au climat	15 233,33	15 233,33
	P4.4. Appui à la gestion concertée des chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales et halieutiques	31 912,54	31 912,54
<b>Total Axe 4</b>		<b>75 246 021 800</b>	<b>125 410,04</b>
<b>Axe 5 : Renforcement de la résilience des producteurs face aux chocs d'origine climatique,</b>	P5.1. Atténuation des impacts des risques climatiques et écologiques sur les activités agro-sylvo-pastorales	6,79	11 324,71
	P5.2. Mesures de protection sociale en faveur des ménages ruraux les plus vulnérables	23,11	38 516,50
	P5.3. Appui à la décentralisation des dispositifs de prévention et de gestion des crises	10 000 000 000	16 666,67

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Axes d'intervention	Programmes	Coût par axe/programme (milliards de F CFA)	Coût par axe/programme (millions d'USD)
économique et écologique	P5.4. Renforcement des capacités de réponse face aux situations d'urgence	45 475 000 000	75 791,67
	P5.5. Amélioration de l'accès à l'eau potable et assainissement	926 189 360 373	1 543 648,93
<b>Total Axe 5</b>		<b>1 012 049 086 308</b>	<b>1 686 748,48</b>
<b>Axe 6 : Intégration de l'adaptation face au climat dans la planification et la mise en œuvre du développement du secteur de l'AFAT</b>	P6.1. Mise en place d'un système efficient et efficace de gestion et diffusion des connaissances sur le climat et l'adaptation	1 220 000 000	2 033,33
	P6.2. Intégration accrue de l'adaptation en agriculture intelligente face au climat (AIC) face aux changements climatiques dans la gouvernance du secteur de l'AFAT	650 000 000	1 083,33
	P6.3. Intégration accrue de l'adaptation en AIC face aux changements climatiques dans la planification du développement territorial	2 216 000 000	3 693,33
	P6.4. Mise en place d'un fonds d'adaptation pour les organisations de producteurs, les communautés locales et les collectivités territoriales	2 645 000 000	4 408,33
	P6.5. Élaboration et opérationnalisation d'un dispositif national de suivi-évaluation des interventions en faveur de l'adaptation face au climat	637 500 000	1 062,50
	P6.6. Appui à la mobilisation de ressources en faveur de l'adaptation du secteur agricole	812 500 000	1 354,17
<b>Total Axe 6</b>		<b>8 181 000 000</b>	<b>13 635,00</b>

Source : Ministère de l'Environnement et de la Lutte Contre la Désertification, 2020.

### 3.2.5 Enseignements tirés de la mise en œuvre de projets d'adaptation

Les enseignements tirés de la mise en œuvre de projets d'adaptation proviennent d'une étude intitulée « Évaluation des activités d'adaptation en cours de mise en œuvre ou réalisées entre 2006 et 2019 » conduite dans le cadre du PNA. Cette étude a permis d'identifier 32 interventions (voir annexe A) qui répondent aux cinq critères d'évaluation suivants : (i) la couverture territoriale ; (ii) la durée de vie ; (iii) le coût ; (iv) la prise en compte des options d'adaptation du PANA ; et (v) la prise en compte du genre (CNEDD, Fonds pour l'Environnement Mondial [FEM] et Programme des Nations unies pour le développement [PNUD], 2020a). Ainsi, 10 projets ou programmes d'adaptation ont été retenus (annexe B), leur examen ayant permis de générer les leçons présentées ci-après.

#### 3.2.5.1 Au niveau conceptuel

**Au niveau conceptuel, tous les projets et programmes ont internalisé le concept de la gestion axée sur les résultats.** La hiérarchie des objectifs et des résultats permet de rendre compte de la pertinence du projet. La fonction suivi-évaluation est effective dans les unités de gestion des projets et programmes. La prise en compte des changements climatiques et du genre est une réalité commune à toutes les interventions d'adaptation.

#### 3.2.5.2 Au niveau de la mise en œuvre

En termes de mise en œuvre, il a été relevé que :

**Les Champs-École Paysans pluviaux et maraîchers mis en place par le Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF)** ont permis une augmentation des rendements sur les champs des participants (de +66 à +100 % pour le mil) de même que l'émergence et la consolidation de groupements d'appui-conseil agricole paysan.

Dans le domaine des **activités génératrices de revenus (AGR)**, l'expérience des projets comme Adaptation à Base Communautaire (ABC), le Programme d'Action Communautaire, phase 3 (PAC3) et PRAPS est porteuse de plus-value. En effet, l'élevage de petits ruminants et l'aviculture sont des activités rémunératrices et peu coûteuses qui améliorent les revenus des personnes les plus vulnérables. De plus, l'approche du Projet d'Appui Régional à l'Initiative de l'Irrigation au Sahel (PARIIS) montre que la petite irrigation est un modèle de production peu coûteux (1 à 1,5 million de F CFA/ha) et rentable. Des marges d'amélioration de la productivité ont été observées et les rendements moyens des cultures ont augmenté de 36 % (oignon : de 20 à 35 t/ha ; chou : de 15 à 23 t/ha). Il en ressort que les AGR sont pertinentes en tant qu'activités de résilience offrant aux populations des moyens immédiats pour répondre de façon plus pragmatique aux besoins urgents induits par les perturbations climatiques.

**L'approche de l'agriculture intelligente face au climat (AIC), développée par le Projet d'appui à l'Agriculture Sensible aux Risques Climatiques (PASEC), mérite d'être approfondie.** Elle propose d'ores et déjà l'élaboration des Plans Intégrés d'Investissement pour une Agriculture Intelligente face au Climat (PIAIC), qui déterminent les thèmes prioritaires et les zones d'intervention tout en tenant compte des besoins et des ressources recensés au niveau local. Les plans sont élaborés selon une approche ascendante et participative pour l'identification des besoins et des investissements de programmation donnant lieu aux gains de l'AIC au niveau de la commune.

**La mise à l'échelle de la pratique de la régénération naturelle assistée (RNA), du fait de ses avantages multiples, est fortement recommandable et reproductible.** Il s'agit d'une pratique adaptée et rentable pour les paysans. En effet, elle permet notamment : (i) la protection des terres de cultures contre les érosions éoliennes et hydriques ; (ii) l'amélioration de la fertilité des sols ; (iii) la production de bois de chauffe et de services ; (iv) la production de fourrage pour les animaux ; et (iv) la réduction de l'évapotranspiration.

Selon une étude réalisée par le ProDAF, dans la région de Maradi, la RNA a été adoptée par plus de 16 000 exploitants agricoles issus de 165 villages entre 2012 et 2013. Son intégration dans les systèmes productifs a permis la réduction du nombre de semis (avec une économie de semences de 50 %), de meilleurs rendements pour le mil (de +30 à +220 kg/ha selon l'âge de la RNA) et une amélioration des revenus des populations à travers la vente de ses produits et sous-produits (jusqu'à +70 000 F CFA/an).

**Dans la plupart des projets et programmes étudiés, les multiples actions entreprises génèrent des avantages environnementaux** tels que la réduction du niveau de dégradation des ressources naturelles grâce à l'amélioration des techniques de gestion ainsi que le renforcement de la couverture végétale et de son potentiel de séquestration du carbone. À ce niveau, on peut citer l'initiative du Programme d'Action Communautaire, phase 3 (PAC3), qui met en œuvre une approche visant à quantifier et rémunérer la participation des populations aux efforts de séquestration du carbone. Ce programme a appuyé des activités de biocarbone sur 15 sites qui ont enregistré des succès à travers l'exécution de 15 dossiers de microprojets d'agroforesterie. Le programme a donc soutenu le paiement du crédit carbone aux communautés pour encourager leurs efforts. Plus de 450 000 d'USD ont été distribués à l'intention des principaux acteurs intervenant dans la gestion des sites de biocarbone. L'initiative est assez motivante et permet de coupler la vision de court et moyen terme portée par les populations et celle du long terme portée par les bailleurs.

### 3.2.5.3 État des lieux de l'intégration des changements climatiques dans les politiques nationales et locales

**L'intégration des risques et opportunités liés aux changements climatiques dans les activités de développement est une manière d'assurer la durabilité de ces activités.** L'intégration ne vise pas seulement à améliorer la résistance aux changements climatiques mais également à veiller à la mise en œuvre d'un développement « sans regret » et à éviter des actions inadaptées.

À ce titre, le Niger a élaboré en 2012 un guide d'Intégration de la Dimension Changement Climatique (IDCC) dans les stratégies et politiques de développement. Ainsi, toutes les politiques et stratégies de développement élaborées pour le renforcement de la résilience des différents secteurs, régions et communes devraient intégrer la dimension changement climatique.

L'état des lieux concernant la mise en œuvre de l'IDCC est axé autour de certains secteurs identifiés par les trois précédentes Communications Nationales comme étant les plus vulnérables aux changements climatiques, dont ceux de la santé publique, de l'élevage, des transports et des ressources en eau. Néanmoins, il convient de rappeler que le prisme climatique a aussi été appliqué aux cadres fédérateurs qui sont la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) Niger 2035 et le Plan de Développement Économique et Social (PDES), à des politiques et stratégies sectorielles (agriculture, élevage, ressources en eau, transports et équipement, et santé) et à quelques cadres régionaux et communaux de développement (Plans de Développement Régionaux [PDR] et Plans de Développement Communaux [PDC]). À ce jour, tous les 7 PDR du pays ont intégré la

dimension changement climatique. L'intégration s'est faite également dans des PDC, mais on ne dispose pas d'une situation globale des PDC « acclimatés », sachant que le Niger dispose de 266 communes.

L'intégration dans les PDR a permis une plus grande appropriation des réponses aux changements climatiques à la base avec les avantages suivants : (i) des réponses plus intégrées, fondées sur une compréhension plus complète des liens, opportunités, risques et contraintes ; (ii) des réponses plus efficaces, grâce à une meilleure coordination entre les secteurs d'activité et les divers niveaux de gouvernance ; (iii) des réponses plus efficaces, grâce à une priorisation et une allocation des ressources plus éclairées ; et (iv) la durabilité des réponses face aux risques climatiques.

L'intégration de la dimension changement climatique dans les PDC recensés a permis, entre autres, les avancées suivantes :

- Une plus grande compréhension par l'ensemble des autorités des communes couvertes par l'évaluation de la nécessité de la prise en compte des changements climatiques dans les PDC.
- Une compréhension de l'importance de la prise en compte de l'information climatique dans la planification du développement local.
- Une prise de conscience des populations quant aux actions à entreprendre pour la résilience, comme en témoigne leur plus grande participation à la phase de diagnostic.
- La participation de ces populations à la mise en œuvre des mesures d'adaptation, à travers des projets d'État et des opérations des ONG/AD.

Malgré les éléments positifs constatés, il convient de relever que des insuffisances demeurent dans la prise en compte de la dimension changement climatique dans les PDC. On peut citer par exemple :

- En matière de pluviométrie, un des déterminants d'appréciation du phénomène des changements climatiques, il n'existe pas de données désagrégées au niveau local en séries permettant de faire une analyse complète. À défaut, tous les PDC se sont appuyés sur des séries de stations météorologiques souvent éloignées et ne favorisant pas une analyse affinée de l'impact des risques vécus à l'échelle locale.
- L'aspect de la planification des mesures d'adaptation a été plus l'œuvre des prestataires de service chargés de l'élaboration des PDC acclimatés que celui des Services Techniques Déconcentrés (STD) et des populations locales, ce qui peut compromettre l'internalisation.
- La non disponibilité de plans de communication et de plaidoyer, qui auraient pu permettre l'appropriation des PDC par tous les acteurs et faciliter le financement des plans d'action.

S'agissant des PDR, la qualité de l'IDCC varie d'un document à un autre. Cela s'explique probablement par une faible maîtrise de la démarche intégrée de la prise en compte des changements climatiques depuis le diagnostic jusqu'à l'évaluation de la mise en œuvre. À cet effet, il aurait fallu que les bureaux d'appui-conseil aient maîtrisé les étapes de cet exercice d'intégration. Il s'agissait de faire l'analyse en corrélant les indicateurs climatiques, ceux de l'occupation des sols et ceux décrivant l'évolution démographique.

Aussi, la démarche devrait tenir compte des principes enseignés par la gestion axée sur les résultats. Cela aurait permis à l'ensemble des PDR de disposer d'un cadre de résultats, facilitant ainsi l'évaluation

de leur mise en œuvre en général et l'appréciation plus spécifique de la prise en compte concrète de la dimension changement et variabilité climatiques.

#### **3.2.5.4 Impacts des interventions sur le développement**

L'analyse de la répartition des projets et programmes sur le territoire national montre d'importants écarts. Il est à craindre que ceux-ci n'aggravent les disparités régionales, qui sont déjà criantes. Sur les 10 projets et programmes étudiés, huit interviennent à Maradi et Tillabéry, sept à Dosso et Tahoua, six à Agadez et Diffa, cinq à Zinder, et trois dans la région de Niamey. Face à cette situation, l'État doit renforcer les efforts d'alignement des partenaires sur les priorités de développement des régions.

Les projets et programmes d'envergure nationale (couvrant plus de trois régions) offrent de réelles opportunités de générer des effets transformationnels susceptibles de booster les efforts de développement et d'améliorer durablement les conditions de vie des populations. Le pays a besoin de projets d'envergure nationale intégrant plusieurs secteurs, financièrement bien dotés et étalés dans le temps.

Malgré des efforts indéniables consentis par l'État et ses partenaires techniques et financiers, on constate une faible valorisation des énormes potentialités hydriques, surtout au niveau des aménagements hydro-agricoles où les superficies irriguées sont globalement sous-exploitées et faiblement mises en valeur.

Pour autant, des solutions sont possibles pour rendre le secteur de l'eau agricole plus efficace et plus performant, comme le montrent le Programme Kandadji, le Projet de Mobilisation et de Valorisation des Ressources en eau (PROMOVARE) et le Projet d'Appui Régional à l'Initiative de l'Irrigation au Sahel (PARIIS) dans une large mesure. Le fleuve présente un potentiel d'aménagement susceptible d'améliorer la sécurité alimentaire et donc de lutter avec efficacité contre la pauvreté. Dans un pays aux insuffisances et irrégularités pluviométriques, la mobilisation des eaux de surface et souterraines nécessite une implication des plus hautes autorités par la mobilisation de financements pour des actions de grande et petite irrigation. Il est nécessaire d'ancrer les leçons apprises au cœur des stratégies d'intervention du Niger.

#### **3.2.5.5 Constats et analyse des mesures et options d'adaptation**

Il ressort de cette analyse des principaux documents que le Niger a pris en compte les questions de changements climatiques dans ses documents de planification et que l'adaptation demeure une priorité pour faire face aux effets néfastes des changements climatiques.

Toutefois, les études portant sur la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques dans les secteurs (agriculture, élevage, zones humides, foresterie, ressources en eau, transports et santé) ayant conduit à ces différentes options et mesures d'adaptation ont montré que dans l'évaluation des scénarii futurs de changements climatiques, la gestion des incertitudes reste primordiale. Pour réduire la vulnérabilité actuelle tout en maintenant les options de gestion ouvertes et en saisissant les opportunités qui pourraient se présenter, les actions futures d'adaptation doivent également mettre l'accent sur :

- Le renforcement du réseau d'observation et des prévisions météorologiques et hydrologiques pour mieux anticiper et gérer les risques climatiques.

- Le développement de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, notamment dans les domaines de l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation aux changements climatiques.
- L'établissement d'un système de veille et d'avertissement météorologiques.
- L'éducation et la formation sur les changements climatiques, l'adaptation et l'atténuation à l'endroit du public et dans les programmes scolaires à tous les niveaux (primaire, secondaire et universitaire).
- La mise en œuvre de politiques encourageant et soutenant l'adaptation, en particulier par l'instauration de mesures fiscales incitatives ou de subventions.
- L'amélioration de la production de données et d'informations à travers les systèmes d'alerte précoce pour la prévention et la gestion des risques climatiques extrêmes comme les sécheresses et les inondations.

### 3.2.5.6 Lacunes et contraintes ressorties

Les principales lacunes et contraintes relevées dans les études sur la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques comprennent :

- La faible circulation ou le déficit de partage des informations de base sur les secteurs concernés.
- L'insuffisance de politiques incitatives de planification et de budgétisation des mesures d'adaptation aux changements climatiques.
- La faible synergie entre les mécanismes nationaux d'échanges et d'informations au titre de l'article 6 de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).
- Le faible niveau de connaissance des dispositions de la CCNUCC et de l'Accord de Paris par les acteurs.
- L'inexistence d'un système d'analyse économique des secteurs due aux pertes et dommages liés au climat, y compris la couverture spatio-temporelle de certains types de données.
- Le faible niveau de la situation de référence ou de la cartographie pour suivre les programmes et projets en lien avec les changements climatiques.
- La difficulté de mise à l'échelle des initiatives porteuses en raison d'un manque de suivi centralisé des programmes et projets.
- Les faibles capacités des experts en matière de modélisation des phénomènes climatiques.
- L'insuffisance des moyens mis à la disposition des services météorologiques et de vulgarisation.
- La faible capacité de suivi des dépenses sensibles au climat.
- La faible maîtrise des procédures pour accéder aux fonds internationaux pour l'adaptation.

### 3.2.5.7 Acquis et opportunités

En termes d'acquis et d'opportunités, on peut notamment citer :

- La régularité du Niger dans l'élaboration des Communications Nationales sur les changements climatiques et dans l'évaluation des risques et vulnérabilités aux changements climatiques.
- La connaissance de l'importance socio-économique des secteurs d'une part et des impacts qu'ils ont subi en raison des changements climatiques d'autre part.
- L'inscription au budget national de financements structurels réguliers pour tous les secteurs, même s'ils sont faibles.
- L'existence de politiques, stratégies, plans, programmes et projets en matière d'adaptation aux changements climatiques dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, des ressources en eau, des transports et de la santé.
- L'existence d'un cadre de concertation pour l'adaptation aux changements climatiques.
- L'existence du Cadre de Transparence Renforcé sur les changements climatiques.
- La création de partenariats entre les institutions académiques et de formation et les structures techniques de l'État dans le but de développer des centres d'excellence pour la mise en œuvre des initiatives d'adaptation aux changements climatiques.

### 3.2.5.8 Défis liés à la mise en œuvre des mesures d'adaptation

Les options d'adaptation doivent être capitalisées et diffusées pour les interventions futures. Cependant, des défis importants restent à relever. Il s'agit notamment de : (i) la question foncière pour faciliter l'accès aux ressources en terres et en eaux ; (ii) l'accès équitable des groupes vulnérables aux ressources naturelles ; (iii) l'intégration systématique du climat dans la planification du développement ; (iv) la nécessité de renforcer les capacités des acteurs à tous les niveaux ; (v) l'alignement des bailleurs sur les priorités du pays ; (vi) l'efficacité des projets et programmes dans la consommation des crédits ; (vii) la pérennisation des investissements ; (viii) la maîtrise d'outils et de méthodologies d'élaboration de certaines études à réaliser dans le cadre de la préparation de la Communication Nationale, notamment dans le contexte des analyses de vulnérabilité et d'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques ; et (ix) la capacité de mobilisation des ressources financières.

### 3.2.5.9 État des lieux des mesures d'adaptation tenant compte des questions de genre et du savoir traditionnel

L'analyse des mesures d'adaptation qui tiennent compte des questions de genre et du savoir traditionnel, y compris les systèmes de savoir locaux liés à l'adaptation, a été basée sur cinq documents de planification de l'adaptation aux changements climatiques, à savoir les Communications Nationales, le PANA, le PNA, le PNA-Eau et la CDN (tableau 16).

**Tableau 16. Mesures et options d'adaptation sensibles aux questions de genre identifiées au sein des documents nationaux de planification**

Thème	Communications Nationales	PANA	PNA	PNA-Eau	CDN
Variétés améliorées	Utilisation de variétés améliorées de cultures à cycle moyen ou court, adaptées aux conditions climatiques	Vulgarisation des espèces animales et végétales les mieux adaptées aux conditions climatiques	Vulgarisation des espèces animales et végétales les mieux adaptées aux conditions climatiques		Usage de variétés améliorées certifiées à haut rendement et de ressources phyto-génétiques adaptées
Cultures irriguées	Intensification des cultures irriguées de rente à haute valeur ajoutée telles que l'oignon, le poivron, l'ail, etc.	Promotion du maraîchage et de l'élevage périurbains	Promotion de l'élevage périurbain, y compris l'élevage non conventionnel et l'application des biotechnologies animales (insémination artificielle, transfert embryonnaire, cryoconservation, etc.)	Valorisation des infrastructures hydro-agricoles existantes et des ressources potentielles en eau souterraine facilement accessibles par la promotion de la petite irrigation privée	Promotion et développement des cultures irriguées
Zones humides	Aménagement des mares et des bas-fonds pour des fins agricoles		Aménagement et gestion durable des écosystèmes et valorisation des ressources productives	Aménagement des mares permanentes pour les cultures maraichères	
Cultures maraîchères	Promotion de la petite irrigation et des cultures de contre-saison par l'utilisation de systèmes d'irrigation améliorés, innovants et performants (exemple : goutte à goutte)	Diversification et intensification des cultures irriguées		Aménagement des périmètres irrigués	Promotion de la petite irrigation et des cultures de contre-saison par l'utilisation de systèmes d'irrigation améliorés, innovants et performants

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Thème	Communications Nationales	PANA	PNA	PNA-Eau	CDN
Activités génératrices de revenus (AGR)	Organisation et développement des filières et des chaînes de valeur des principales cultures de rente à haute valeur ajoutée	Promotion des AGR et développement des mutuelles	Promotion des AGR et accès à la microfinance		Organisation et développement des filières et des chaînes de valeur des principales cultures de rente à haute valeur ajoutée
Conservation des eaux et des sols / Défense et restauration des sols (CES/DRS)	Aménagement des bassins versants à travers la restauration des terres dégradées via des haies vives, des brise-vents, le reboisement, le zaï, des demi-lunes, des banquettes, la stabilisation des dunes, la protection des berges, etc.	Développement des actions de CES/DRS à des fins agricoles, forestières et pastorales	Développement des actions de CES/DRS à des fins agricoles, forestières, fauniques, piscicoles et pastorales	Réalisation des ouvrages de CES/DRS	Récupération des terres dégradées pour les besoins d'exploitations agricoles et pastorales
Agroforesterie	Développement de l'agroforesterie à grande échelle à base d'espèces agroforestières à forte valeur nutritionnelle et économique		Gestion durable des terres		Promotion de l'agroforesterie et de la régénération naturelle assistée
Espèces fourragères	Ensemencement des herbacées pour la restauration du couvert végétal	Introduction des espèces fourragères en milieu pastoral	Aménagement des espaces pastoraux		Restauration des terres pastorales dégradées
Lutte contre les plantes envahissantes	Lutte contre les plantes envahissantes et proliférantes terrestres et aquatiques			Lutte contre les plantes aquatiques envahissantes	Lutte contre les plantes envahissantes
Cuvettes oasiennes	Réhabilitation des cuvettes oasiennes pour la promotion des cultures irriguées	Réhabilitation des cuvettes pour la pratique des cultures irriguées			

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Thème	Communications Nationales	PANA	PNA	PNA-Eau	CDN
Informations météorologiques	Assistance météorologique aux producteurs agricoles par la fourniture de produits et informations d'aide à la décision dans la conduite des activités agricoles pour les cultures pluviales et irriguées	Production et diffusion des informations agro-météorologiques	Accès aux informations agro-météorologiques et renforcement des capacités organisationnelles des éleveurs	Diffusion des informations sur les prévisions météorologiques hydrologiques à temps et dans toutes les langues locales	Promotion et utilisation des services et informations climatiques en faveur des producteurs
Maladies climato-sensibles	Sensibilisation de la population à la nécessité de sauvegarder la santé publique en agissant sur les changements climatiques	Contribution à la lutte contre les maladies climato-sensibles	Amélioration de l'offre et de la qualité des soins et de la demande des prestations en matière de maladies climato-sensibles		
Renforcement des capacités des producteurs	Renforcement des capacités des agents en spécialisation pour le transfert de technologies dans la production agricole et la technologie alimentaire	Renforcement des capacités techniques, matérielles et organisationnelles des producteurs ruraux	Renforcement des capacités des acteurs	Renforcement des capacités des usagers de l'eau	
Systèmes d'alerte précoce	Renforcement des dispositifs et des outils de prévention, de gestion et de réduction des risques de catastrophes			Mise en place et opérationnalisation des systèmes d'alerte précoce	
Connaissances et pratiques endogènes	Valorisation des connaissances et pratiques endogènes		Amélioration de la connaissance, promotion de la recherche-développement, production et diffusion de l'information sur le secteur forestier face aux changements climatiques		

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Thème	Communications Nationales	PANA	PNA	PNA-Eau	CDN
Banques d'aliments pour le bétail		Promotion des Banques d'aliments pour le bétail	Promotion des Banques d'aliments pour le bétail		
Technologies à économie d'énergie	Promotion des technologies à économie d'énergie par la substitution du bois-énergie par des sources d'énergie alternative comme les briquettes, les foyers améliorés, le gaz butane ou le solaire				
Agriculture Intelligente face au Climat	Promotion et capitalisation de l'agriculture intelligente face au climat (AIC) et des mesures de sauvegarde environnementale				

### 3.3 Plan de communication

La diffusion et la capitalisation des bonnes pratiques et leçons apprises doivent s'inscrire dans une stratégie plus globale de communication du CNEDD. Elles ont pour objectif de permettre à tous les acteurs de bien s'approprier ces leçons et de jouer pleinement leurs rôles. Elles se focalisent sur les principes ci-après : i) l'éducation ; ii) l'information et la sensibilisation ; iii) l'appropriation ; et iv) le changement de comportement quant à la prise en compte de l'environnement et des changements climatiques.

Il existe au Secrétariat Exécutif du CNEDD une stratégie de communication sur les changements climatiques et l'adaptation de même qu'un plan de communication pour la capitalisation des bonnes pratiques élaborées avec l'appui du Projet d'Appui à la Résilience Climatique pour un Développement Agricole Durable (PARC/DAD), pour le cadre de concertation des acteurs intervenant dans l'adaptation aux changements climatiques. D'autre part, des outils de capitalisation, notamment les canevas des fiches de capitalisation et le dispositif de capitalisation, ont été mis en place par ce même cadre de concertation.

À ce jour, une trentaine d'idées de bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques sont identifiées au niveau du cadre de concertation des acteurs intervenant dans l'adaptation aux changements climatiques. La mise en œuvre effective du plan de communication permet d'identifier les besoins en informations pour les différents acteurs ainsi que les formats adaptés à chacun des utilisateurs. Tous les acteurs et tous les niveaux doivent comprendre les enjeux et défis de la problématique climatique et des effets négatifs sur les conditions de vie et de production.

Il est important de diffuser les divers outils de communication et de partager des connaissances en utilisant divers médias et canaux, à savoir les journaux, les radios, la télévision, les documentaires, les revues, les bulletins, les dépliants, les sites web et Internet, à l'endroit des différents publics (agriculteurs, éleveurs, artisans, intervenants des secteurs publics et privés, bailleurs de fonds et ONG). Ainsi, les bonnes pratiques seront consignées à travers les fiches d'information, les notes techniques, conceptuelles et d'orientation ainsi que les supports audiovisuels.

Aussi, à l'échelle locale, pour atteindre un grand nombre de personnes, la diffusion pourra se faire à travers des séances de popularisation par des équipes composées de cadres des services techniques et des associations localement reconnues. L'approche des « caravanes » d'animation et de sensibilisation ayant fait école avec le projet Adaptation à Base Communautaire (ABC) peut être mise à l'échelle. L'information, l'éducation et la Communication pour le Changement de Comportement (CCC) doivent être axées principalement sur les problèmes environnementaux et climatiques liés aux projets de résilience ainsi que sur les stratégies à adopter pour y faire face. Ces interventions doivent viser à modifier qualitativement et de façon durable le comportement des différents acteurs. En amont, cela suppose une implication responsable des services techniques départementaux et communaux et de tous les représentants des communautés. Dans cette optique, les élus locaux et leurs équipes techniques doivent être davantage encadrés pour mieux prendre en charge les activités de CCC.

Les médias publics et privés, de même que les structures faitières des ONG et des organisations communautaires de base, devront aussi être mis à contribution dans la sensibilisation des populations vis-à-vis des effets néfastes des changements climatiques.

### 3.4 Suivi et évaluation

Le suivi-évaluation sera effectué selon le dispositif prévu dans le PNA, suivant la démarche proposée par l'étude de cartographie des systèmes de suivi-évaluation réalisée à cet effet. Ce plan de suivi-évaluation pourra être mis à jour pour intégrer les améliorations méthodologiques en matière de suivi de mise en œuvre des actions climatiques, notamment leur planification et leur budgétisation.

Ce suivi tiendra compte de l'approche participative qui inclura les acteurs de la chaîne de planification et de la budgétisation. Le système de suivi s'appuiera aussi sur les systèmes de suivi et d'évaluation existants en veillant à son alignement par rapport aux politiques, stratégies et cadre programmatique du pays et à l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques (CNEDD, 2022).

Le système de suivi-évaluation compte 59 indicateurs d'activités (CNEDD, Fonds vert pour le climat, et PNUD, 2021).

Le tableau 17 résume les indicateurs globaux pour chaque étape de mise en œuvre du PNA.

**Tableau 17. Indicateurs globaux du système de suivi-évaluation du PNA**

Élément du processus	Indicateurs globaux
Appropriation	<p>Nombre de réunions de haut niveau organisées entre les parties prenantes pour une mise en œuvre efficace des actions d'adaptation</p> <p>Nombre de documents-cadres élaborés par les ministères des secteurs clés ayant intégré l'adaptation aux changements climatiques</p> <p>Nombre de dispositions juridiques pour la mobilisation du secteur privé et de la société civile dans la mise en œuvre des actions d'adaptation</p>
Financement	<p>Nombre d'institutions nationales accréditées auprès des fonds climatiques</p> <p>Volume du financement domestique mobilisé pour les actions d'adaptation</p> <p>Nombre de projets en recherche de financement identifiés dans les options prioritaires financées</p> <p>Nombre de ministères sectoriels disposant d'une ligne budgétaire sur les changements climatiques</p>
Coordination et gestion de données/informations sur le changement climatique	<p>Nombre de plateformes climatiques accessibles au public</p> <p>Nombre d'institutions engagées dans la fourniture de données de vulnérabilité climatique</p> <p>Nombre de sites de collecte de données climatiques rénovés ou installés</p> <p>Nombre d'utilisateurs des données climatiques au niveau du secteur privé et dans les communautés vulnérables</p>
Capacité des acteurs	<p>Nombre de cadres techniques au niveau de chaque ministère sectoriel ayant bénéficié d'un renforcement des capacités dans un domaine de compétences en adaptation aux changements climatiques</p> <p>Nombre de personnels techniques outillés sur le développement de projets d'adaptation</p> <p>Nombre de femmes impliquées au niveau de la prise de décision en matière d'adaptation au sein des ministères sectoriels clés</p>
Mise en œuvre des actions prioritaires	<p>Nombre d'actions prioritaires mises en œuvre par secteur</p> <p>Nombre de bénéficiaires</p> <p>Type de nouvelles compétences et connaissances acquises</p>

Élément du processus	Indicateurs globaux
Communication	Nombre d'ateliers de sensibilisation des décideurs sur le processus de mise en œuvre de l'adaptation Nombre d'ateliers au niveau infranational pour informer les communautés sur la mise en œuvre de l'adaptation Nombre de parties prenantes sensibilisées à l'adaptation aux changements climatiques

Source : CNEDD, 2022.

Sous la responsabilité du CNEDD, le dispositif de suivi-évaluation du processus de PNA aura la charge de construire le système de collecte, de traitement et de diffusion de l'information en s'appuyant sur les acteurs impliqués dans le processus. Le dispositif s'inspirera de la gestion axée sur les résultats et devra permettre :

- La gestion complète des programmes et initiatives dans le domaine des changements climatiques, incluant la tenue à jour du répertoire et le suivi de l'exécution. De plus, cela implique le suivi de l'évolution de la vulnérabilité des couches sociales et des zones les plus vulnérables, de même que la production de rapports périodiques et ponctuels sur la base des indicateurs retenus pour le suivi-évaluation.
- La diffusion d'informations collectées auprès de dispositifs spécifiques dans le cadre des partenariats avec des systèmes d'information des organismes de recherche ou de développement et des organisations de la société civile.

Le dispositif s'étendra aussi aux programmes d'atténuation des émissions des gaz à effet de serre. Il fixera la nature, le format et la fréquence des informations à collecter et établira un système de collecte et de transmission efficace. Les organisations concernées et leurs rôles sont résumés en annexe D.

## 4. Besoins en appui pour faciliter la mise en œuvre des priorités d'adaptation

### 4.1 Besoins en appui

Au Niger, les besoins en appui dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques sont de deux ordres : les besoins en renforcement des capacités et les besoins financiers.

#### 4.1.1 Besoins en renforcement des capacités

- En termes de renforcement de capacités, les besoins suivants sont identifiés :
- Réhabilitation et renforcement du réseau de collecte des données et informations météorologiques et climatologiques.
- Allocation de moyens humains, matériels, logistiques et financiers suffisants à la Commission Technique Nationale sur les Changements et la Variabilité Climatiques pour la collecte, le traitement, la diffusion, le stockage et la sécurisation des données et informations nécessaires à l'élaboration des études sur les questions des changements climatiques.
- Renforcement des capacités nationales en matière d'analyse de la variabilité climatique passée et actuelle et de la prospective climatique dans le cadre de l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation dans les secteurs les plus vulnérables par la formation sur les outils de modélisation climatique adaptés au contexte national et l'acquisition des modèles et autres équipements.
- Constitution de bases de données dynamiques, suffisantes et complètes par rapport aux unités d'exposition concernant des secteurs tels que la foresterie, la pêche, la faune, les zones humides et l'énergie, dans le cadre de l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation aux changements climatiques.
- Renforcement et amélioration des systèmes d'alerte précoce et de gestion des risques climatiques existants.
- Renforcement des capacités sur les questions de pertes et dommages liés aux changements climatiques.
- Capitalisation, valorisation, diffusion et vulgarisation des résultats de la recherche sur la variabilité et les changements climatiques.
- Renforcement des capacités des acteurs locaux et accompagnement financier pour la prise en charge des actions d'adaptation au niveau des plans locaux (Plans de Développement Communaux [PDC], Plan de Développement Régional [PDR]).
- Réalisation d'une étude de caractérisation des terres.
- Méthodologies de suivi-évaluation et construction d'indicateurs propres à l'adaptation aux changements climatiques et à la mesure de la résilience.
- Méthodologies d'analyse sexo-différenciées et inclusives.

- Formulation de projets d'adaptation aux changements climatiques, basés sur les formats des principaux bailleurs de fonds.
- Identification et conditions d'accès aux financements pour des projets d'adaptation aux changements climatiques et conditions associées (méthodes et approches des partenaires techniques et financiers, critères d'éligibilité, montants, processus, etc.).
- Programmation budgétaire et gestion de projets climatiques multidisciplinaires et multi-acteurs.
- Mise en place d'un système de suivi de soutien de financement climatique reçu.

## 4.1.2 Besoins financiers

### 4.1.2.1 Besoins financiers dans le domaine de l'adaptation

Les besoins financiers sont relatifs au financement des priorités nationales contenues dans les documents de référence en matière d'adaptation, à savoir le PNA, la CDN, le PNA-Eau et la Stratégie et Plan National d'Adaptation face aux changements climatiques dans le secteur Agricole (SPN2A).

Ainsi, le coût total de mise en œuvre des options prioritaires d'adaptation contenues dans ces documents de référence s'élève à **5 435,007 milliards de F CFA**, soit **9 058, 345 millions d'USD** (tableau 18).

**Tableau 18. Besoins financiers pour la mise en œuvre des options prioritaires nationales**

Documents	Coût (milliards de F CFA)	Coût (millions d'USD)
PNA	3 819,317	6 365,51
CDN	2 605,8	4 343
PNA-Eau	1 065,33	1 775,55
SPN2A	1 763,877	2 939,795
<b>Total</b>	<b>5 435,007</b>	<b>9 058,345</b>

Source : CNEDD 2020d, 2022 ; Ministère de l'Environnement et de la Lutte Contre la Désertification, 2020, 2021a, 2021b.

### 4.1.2.2 Besoins financiers dans le domaine du transfert de technologies

Dans le cadre de l'Évaluation des Besoins en Technologies (EBT), l'analyse des documents a fait ressortir 15 technologies prioritaires pour le Niger (tableau 19).

**Tableau 19. Technologies identifiées dans le cadre de l'EBT**

Secteurs	Technologies
Énergie	Pompage solaire
	Hydroélectricité
	Centrales solaires photovoltaïques
Agriculture	Système d'irrigation goutte à goutte
	Fabrication de blocs multi-nutritionnels densifiés
	Lutte contre la fièvre de la vallée du Rift
	Système d'alerte précoce (SAP)
	Compostage en fosse
	Culture fourragère de dolique
Foresterie	Régénération naturelle assistée (RNA)
	Haie vive
	Plantation d'ombrage/ornement
Ressources en eau	Système de prévention et de gestion des inondations
	Aménagement des mares et retenues d'eau
	Système d'exhaure d'eau par pompe solaire pour l'irrigation des cultures de contre saison

Sources : CNEDD, 2021 et CNEDD, 2020.

À cela s'ajoutent les programmes et projets identifiés dans le cadre de l'élaboration du Premier Rapport Biennal Actualisé du Niger mais également dans le cadre de la mise en œuvre de la Contribution Déterminée au niveau National (tableau 20).

**Tableau 20. Besoins de financement dans le domaine du transfert de technologies (en milliers d'USD)**

Programmes, projets et activités	Soutien général requis (en milliers d'USD)
Programme d'efficacité énergétique dans les ménages à travers la diffusion de foyers améliorés	183,6
Programme d'intensification de boisement/reboisement	1076,1
Programme de gestion des décharges à travers la construction d'une usine d'incinération	1240
Programme pour la promotion du reboisement avec sylvopastoralisme	608,3
Programme de gestion des décharges à travers la mise en place d'une unité de compostage des déchets solides municipaux	9,8
Projet de développement de la production d'électricité avec une capacité installée de 402 MWc à partir du solaire photovoltaïque à l'horizon 2030	4230,1
Projet d'efficacité énergétique à travers la diffusion des LED dans les ménages et services	167,3
Projet d'amélioration des systèmes d'élevage basés sur l'embouche bovine et ovine	185,1
Projet de production de nouvelle génération de ciment à teneur réduite en clinker par l'ajout de composés cimentaires	204,4
Projet de promotion de la régénération naturelle assistée (RNA)	402,4

Source : CNEDD, FEM, et Programme des Nations unies pour l'environnement, 2022.

Les sources de financement potentielles pour la mise en œuvre des mesures et options d'adaptation sont l'État (à travers le Ministère des Finances), les partenaires bilatéraux et multilatéraux (Banque mondiale, CCNUCC, Fonds vert pour le climat, Programme des Nations unies pour le développement [PNUD], Programme des Nations unies pour l'environnement, Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), Fonds d'Adaptation, Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture [UNESCO], Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme Alimentaire Mondial, Organisation internationale pour les migrations), le secteur privé, les ONG/associations internationales et locales ainsi que les collectivités territoriales.

Les institutions financières privées, publiques et parapubliques constituent un maillon important du système national de mobilisation de ces ressources. Parmi celles-ci, la Banque Agricole du Niger, le Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage et l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales constituent de bons vecteurs. Pour être opérationnel, le processus de mobilisation des ressources nécessite cependant des renforcements des capacités sur mesure.

Cependant, le système national de mobilisation des financements doit prendre en compte les opportunités disponibles au sein de l'Union africaine, dont est membre le Niger. En effet, il existe au sein de l'Union africaine des fonds régionaux dédiés aux actions climatiques tels que le Fonds Spécial pour le Développement Climatique (Clim-Dev), le Fonds Africain pour le Changement Climatique (ACCF) et le mécanisme d'assurance African Risk Capacity (ARC). Ces fonds régionaux offrent des

financements innovants permettant aux pays vulnérables de renforcer leur résilience climatique et leurs systèmes de gestion des risques de catastrophe. De même, les fonds régionaux appuyant des initiatives du G5 Sahel (par l'entremise du Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni), de l'Autorité du Bassin du Niger et de la Commission du Bassin du Lac Tchad ciblant le Niger constituent des pistes potentielles de mobilisation de financements.

#### **4.1.2.3 Mesures prises et mécanisme en matière de financement**

##### *a) Mesures prises en matière de financement*

Concernant les mesures prises en matière de financement, il est à noter que le Niger est soucieux du consensus obtenu au cours des négociations au titre de la CCNUCC, sur une action visant à aborder les changements climatiques sur le principe des responsabilités communes mais différenciées et sur les obligations et engagements énumérés à l'article 4 de la CCNUCC et à l'article 9 de l'Accord de Paris sur le climat.

C'est dans ce cadre que le Niger profite de l'engagement pris par les pays développés de soutenir les efforts des pays en développement, et particulièrement les pays les moins avancés, pour élaborer et mettre en œuvre leurs politiques et stratégies de lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.

Pour relever le défi des changements climatiques liés notamment à la mobilisation des ressources financières, le Gouvernement du Niger a attribué au Secrétariat Exécutif du CNEDD, point focal de la CCNUCC, la charge de la gouvernance climatique et de l'administration des fonds liés aux changements climatiques et à l'adaptation et aussi celle de veiller à la mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des activités liées aux changements climatiques et à l'adaptation. La structure est aussi l'Autorité nationale désignée auprès du Fonds vert pour le climat et Point focal politique du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). Le Secrétariat Exécutif du CNEDD est appuyé par les Ministères sectoriels à travers les commissions techniques dans la recherche du financement. Aussi, un vivier d'experts a été mis en place afin d'élaborer des projets bancables sur les changements climatiques en général.

Le secteur privé ainsi que les ONG/AD mènent des actions de plaidoyer et de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre d'actions d'adaptation.

##### *b) Mécanisme de financement*

Le mécanisme de financement est constitué du FEM, du Fonds d'Adaptation, du Fonds pour les pays les moins avancés, du Fonds spécial pour les changements climatiques et du Fonds vert pour le climat. D'autres fonds viennent renforcer ce mécanisme, notamment le Fonds d'Investissement Climat, les fonds bilatéraux, les fonds du Programme d'adaptation pour les petits agriculteurs et les « Small Grants Programmes ».

Toutefois, le Niger, à l'instar des autres pays les moins avancés, est confronté à des difficultés d'accès à des ressources financières limitées. Malgré ces contraintes dans le cadre de la mise en œuvre des directives de l'Union économique et monétaire ouest-africaine de 2009 relatives à la gestion des finances publiques, le Niger s'est engagé dans un processus de réforme budgétaire ayant abouti en janvier 2018 au basculement en mode budget-programme, consacrant ainsi le passage du budget des moyens au budget axé sur les résultats. Ce mode de gestion des finances publiques permet

l'intégration des changements climatiques dans le processus de planification, programmation, budgétisation et suivi-évaluation des actions de développement à l'échelle nationale et locale. Il permet également la prise en compte dans la nomenclature budgétaire de l'État d'une codification des dépenses sensibles au climat, afin de mieux capitaliser les ressources allouées par l'État et ses partenaires.

Afin de diversifier les sources de financements relatifs à la mise en œuvre des actions climatiques, le Niger s'est doté d'une stratégie de mobilisation des financements du secteur privé. Cette diversification a pour but d'évaluer l'engagement du secteur privé dans la mobilisation des ressources pour le financement de l'adaptation aux changements climatiques, de proposer des mesures pour soutenir le développement du secteur privé dans la mobilisation des financements climatiques, et d'analyser les cadres de budgétisation et de financement des administrations locales.

## 4.2 Appuis reçus

L'étude sur l'évaluation des activités d'adaptation en cours de mise en œuvre ou réalisées entre 2006 et 2019, conduite dans le cadre du processus d'élaboration du PNA, a ressorti 32 programmes et projets prenant en compte l'adaptation aux changements climatiques pour un coût global de 959,907 milliards de F CFA, soit 1 599,845 millions d'USD. Ces programmes et projets sont pour la plupart issus des options d'adaptation qui ont été profondément réfléchies et étudiées par le Programme d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques (PANA). Outre l'État, plusieurs partenaires ont contribué à ce financement.

En complément à cette étude, une analyse du budget portée à l'annexe du Programme d'Investissement Prioritaire (PIP) du Programme de la Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie a été réalisée. L'analyse de ce document a fait ressortir 116 projets (sur la période 2019–2024) issus des différents secteurs vulnérables et en lien avec les mesures et options d'adaptation mises en œuvre, mais dont le financement pourrait ne pas être exclusivement dédié aux changements climatiques. Ces projets totalisent environ 2 445,020 milliards de F CFA, soit 4 075,034 millions d'USD (annexe C).

Aussi, l'état des lieux de la mise en œuvre de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) sur la période 2016–2020, réalisé dans le cadre de la mission de « Développement du Plan d'Investissement Climat de la CDN révisée », fait état de 90 projets soutenus par les instances gouvernementales, les donateurs internationaux et les acteurs non étatiques, pour un montant total de plus de 3 milliards d'USD. Ces projets nationaux et régionaux contribuent à la mise en œuvre de la CDN (avantages connexes adaptation/atténuation, AIC, gestion durable des terres, etc.). Parmi les projets recensés, 62 % visent exclusivement les mesures d'adaptation, tandis que les 38 % restants intègrent conjointement l'adaptation et l'atténuation.

## 5. Contribution des mesures d'adaptation à d'autres cadres ou instruments au niveau international

Le Niger a ratifié plusieurs conventions ou instruments juridiques internationaux ayant pour objectif commun le développement durable. En plus des Conventions post-Rio, le Niger a ratifié plusieurs accords multilatéraux sur l'environnement.

Les priorités du Niger en matière d'adaptation aux changements climatiques sont étroitement alignées sur ces instruments internationaux.

### 5.1 Conventions de Rio et textes y relatifs

À la suite de la Conférence de Stockholm de 1972, plusieurs textes internationaux évoquent le droit de l'homme à un environnement de qualité, notamment la stratégie mondiale de l'Union internationale pour la conservation de la nature et la Charte mondiale de la nature. Aussi, le sommet mondial tenu du 3 au 14 juin 1992 à Rio de Janeiro (Brésil) a vu la naissance des trois conventions communément appelées Conventions de Rio ou Conventions post-Rio. Il s'agit de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification et la Convention sur la diversité biologique (tableau 21).

Ces conventions sont étroitement liées et mettent en avant des principes tels que la gestion durable des écosystèmes, la gestion durable des terres et la préservation de l'environnement. Tous ces principes sont nécessaires aux mesures d'adaptation et à la résilience des communautés vulnérables face aux effets des changements climatiques.

**Tableau 21. Conventions de Rio et textes y relatifs**

Convention ou protocole	Objectifs	Date d'adoption	Dates de signature et ratification par le Niger
Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)	Stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. Il conviendra d'atteindre ce niveau dans un délai suffisant pour que les écosystèmes puissent s'adapter naturellement aux changements climatiques, que la production alimentaire ne soit pas menacée et que le développement économique puisse se poursuivre d'une manière durable	<b>09 avril 1992</b>	11 juin 1992 et 25 juillet 1995
Accord de Paris sur le climat	Renforcer la réponse mondiale à la menace des changements climatiques en maintenant l'augmentation de la température mondiale à un niveau bien inférieur à 2 degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts pour limiter encore davantage l'augmentation de la température à 1,5 degré Celsius	<b>12 décembre 2015</b>	22 avril et 21 septembre 2016
Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification	Lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, grâce à des mesures efficaces à tous les niveaux, appuyées par des arrangements internationaux de coopération et de partenariat, dans le cadre d'une approche intégrée compatible avec le programme Action 21, en vue de contribuer à l'instauration d'un développement durable dans les zones touchées	<b>17 juin 1994</b>	14 octobre 1994 et 19 janvier 1996
Convention sur la Diversité Biologique	(i) conservation de la diversité biologique, (ii) utilisation durable de ses éléments constitutifs et (iii) partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques	<b>22 mai 1992</b>	11 juin 1992 et 25 juillet 1995
Protocole de Nagoya sur l'Accès aux ressources génétiques et le Partage juste et équitable des Avantages découlant de leur utilisation	Partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques	<b>29 octobre 2010</b>	27 septembre 2011 et 02 juillet 2014

## 5.2 Autres accords multilatéraux sur l'environnement

Le Niger a ratifié plusieurs accords multilatéraux sur l'environnement, notamment :

- Convention sur les zones humides d'importance internationale, dite Convention de Ramsar.
- Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).
- Convention sur la protection des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, dite Convention de Bonn.
- Convention internationale pour la protection des végétaux.
- Convention de Minamata sur le mercure.
- Convention d'Alger sur la conservation de la nature et des ressources naturelles.
- Convention de Maputo sur la conservation de la nature et des ressources naturelles.
- Protocole de Montréal sur les substances appauvrissant la couche d'ozone.
- Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

## 5.3 Contribution des mesures d'adaptation au Cadre d'action de Sendai et aux Objectifs de développement durable (ODD)

### 5.3.1 Contribution des mesures d'adaptation au Cadre d'action de Sendai

Dans le contexte de la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai adopté le 18 mars 2015, le Niger a élaboré sa Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes (SNRRC 2019–2030). Cette stratégie trace les grandes orientations destinées à prévenir, réduire et gérer les risques de catastrophes, et à promouvoir la résilience des populations conformément au Cadre d'action de Sendai. La vision du Niger en matière de réduction des risques de catastrophe s'inscrit à l'horizon 2030, dans l'optique d'une gouvernance responsable et d'une gestion efficace, participative et inclusive des risques de catastrophe en vue de créer les conditions d'un développement durable et inclusif.

Cette stratégie est structurée en quatre axes stratégiques : (i) compréhension des risques de catastrophe ; (ii) renforcement de la gouvernance des risques de catastrophe afin de mieux les gérer ; (iii) promotion des investissements dans la réduction des risques de catastrophe aux fins de la résilience et (iv) renforcement de l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et « reconstruire en mieux » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction.

La mise en œuvre de ces axes stratégiques à travers les projets et programmes contribue donc activement à l'atteinte des objectifs du Cadre d'action de Sendai. Il s'agit des projets et programmes suivants :

- **Projet de Gestion des Risques de Catastrophes et du Développement Urbain (PGRC/DU) :** pour un montant d'environ **106 000 000 USD**, il a comme objectif l'amélioration de la résilience du Niger face aux aléas naturels grâce à des interventions de gestion des risques de

catastrophes sur des sites ciblés et au renforcement des capacités du gouvernement à répondre rapidement et efficacement en situation de crise ou d'urgence.

- **Projet Adaptation au changement climatique, prévention des catastrophes et développement agricole pour la sécurité alimentaire (ANADIA)** : d'un montant d'environ **2 310 797 USD**<sup>16</sup>, le projet a pour objectif de contribuer au développement d'une agriculture durable, adaptée aux changements climatiques et moins vulnérable aux événements extrêmes afin de soutenir la sécurité alimentaire du Niger.
- **Programme de Financement de la Gestion des Risques de Catastrophes en Afrique (ADRFi) au Niger** : pour un montant de **4 313 200 USD**, le programme a pour objectif de renforcer la résilience et la réponse aux chocs climatiques en améliorant la gestion des risques de catastrophes et l'adaptation aux changements climatiques.
- **Projet de Renforcement des Capacités de Réduction des Risques de Catastrophes et d'Adaptation à l'appui de la Résilience dans la Région du Sahel** : pour un montant de **7 500 000 USD**, il a pour objectif de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) visant à réduire la vulnérabilité aux changements climatiques et à renforcer la résilience des communautés, ainsi qu'à la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.

### 5.3.2 Contribution des mesures d'adaptation aux Objectifs de développement durable (ODD)

L'Agenda 2030 de développement durable et les 17 ODD qui en découlent sont le résultat du consensus de la communauté internationale après un processus de consultations hautement participatif et inclusif, qui tire les enseignements de la mise en œuvre des précédents agendas de développement, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Ainsi, après l'adoption de l'Agenda 2030, le Niger s'est lancé dans le processus de la mise en œuvre des ODD à travers ses différents outils de planification stratégique, notamment la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) Niger 2035, les politiques sectorielles, les Plans de Développement Régionaux (PDR) et les Plans de Développement Communaux (PDC). Tous ces documents de planification prennent en compte l'Agenda 2030 des Nations unies et l'Agenda 2063 de l'Union africaine et intègrent pleinement les ODD.

Par conséquent, la contribution des mesures d'adaptation du Niger aux Objectifs de développement durable se base sur le rapport national volontaire des ODD.

---

<sup>16</sup> 1 Euro = 1,0783 USD.

## 6. Prochaines étapes

D'importants efforts sont fournis par l'État et ses partenaires en matière d'information et de sensibilisation des acteurs nationaux sur les changements climatiques en général et sur les questions d'adaptation à leurs effets néfastes en particulier. Toutefois, cela reste insuffisant, au vu de l'étendue du pays et du fait que la population est majoritairement rurale. Ainsi, en termes de perspective, les actions suivantes sont proposées :

1. Poursuivre la diffusion du document AdCom pour informer et sensibiliser les acteurs aux échelons central, régional et local sur les mesures et options d'adaptation prioritaires du pays face aux effets néfastes des changements climatiques et leur mise en œuvre effective.
2. Poursuivre la mise en œuvre de projets déjà financés.
3. Opérationnaliser les dispositifs de suivi-évaluation existants du PNA et de la CDN afin de disposer des informations nécessaires à la mesure des performances des actions réalisées et à la constitution de banques de données, de diffuser les informations pour garantir une communication efficace entre les diverses parties prenantes, et de produire des outils d'aide à la décision.
4. Poursuivre le plaidoyer et le lobbying pour mobiliser les financements adéquats, tant au niveau national qu'international, dans l'optique de renforcer la résilience climatique et le système de gestion des pertes et dommages liés aux changements climatiques.
5. Capitaliser et mettre à l'échelle les bonnes pratiques et les mesures d'adaptation issues des différents secteurs ayant fait leurs preuves pour la résilience des communautés, surtout au niveau local.
6. Prendre en compte la diffusion de l'AdCom dans la stratégie de communication sur les changements climatiques et l'adaptation du Secrétariat Exécutif du CNEDD.

## Conclusion

Dans le contexte de la mise en œuvre de la CCNUCC et de l'Accord de Paris sur le climat, le Niger a obtenu du Réseau mondial de plans nationaux d'adaptation, à travers le Centre de soutien aux pays, un appui financier pour élaborer et communiquer sa première communication relative à l'adaptation (AdCom).

Il ressort de cette étude que le Niger est un pays très vulnérable aux effets des changements climatiques. Face à cette situation, le gouvernement a mis en place un cadre politique, juridique et institutionnel adéquat afin de lutter contre les changements climatiques. Ce cadre vise le renforcement de la résilience des populations et des écosystèmes.

Aussi, en matière de changements climatiques, le Niger a élaboré des politiques, stratégies, plans et programmes, notamment la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) Niger 2035, la Politique Nationale en matière de Changements Climatiques (PNCC), la Stratégie Nationale et Plan d'Actions en matière de Changements et Variabilité Climatiques (SNPA/CVC), la Politique Nationale Genre, la Stratégie de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable (SANDAD), dénommée Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens », la Stratégie Nationale des Transports, la Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes, le Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable et le Programme Sectoriel des Transports (PST).

Les mesures d'adaptation identifiées dans ces documents sont mises en œuvre au niveau national à travers les projets et programmes afin de contribuer à atténuer les effets néfastes des changements climatiques dans les secteurs prioritaires identifiés à cet effet (agriculture, foresterie, ressources en eau, santé, transports et zones humides). Le présent document fait un état des lieux de la mise en œuvre des mesures/options et plans d'adaptation au niveau national, à travers lequel ressortent des constats/analyses, des lacunes/contraintes et des opportunités. D'autre part, il aborde la prise en compte de la dimension changement climatique dans les stratégies et politiques nationales, les impacts des interventions en matière de développement et les mesures prises en matière de financement.

Des expériences très enrichissantes sont en cours dans plusieurs projets d'adaptation et il est maintenant l'heure de les capitaliser et de les diffuser pour les faire connaître par les services techniques de l'État, les partenaires techniques et financiers, les ONG et les populations. C'est cela qui est attendu du cadre de concertation des acteurs intervenant dans l'adaptation aux changements climatiques à travers les missions qui lui sont confiées : (i) identifier des leçons apprises, des bonnes pratiques et des outils en matière d'adaptation aux changements climatiques ; et (ii) mettre en place des mécanismes de capitalisation et de diffusion/communication des expériences nationales en matière d'adaptation et d'agriculture intelligente face au climat.

Par ailleurs, des besoins ont été identifiés auxquels il faudra répondre pour renforcer l'adaptation aux changements climatiques au Niger.

Le présent document a enfin décrit la contribution des mesures d'adaptation à d'autres cadres ou conventions au niveau international et procédé à une identification et analyse des mesures d'adaptation qui tiennent compte des questions de genre et le savoir traditionnel, y compris les systèmes de savoir locaux liés à l'adaptation.

## References

Challinor, A., Wheeler, T., Garforth C., Craufurd P., et Kassam, A. (2007). Assessing the vulnerability of food crop systems in Africa to climate change. *Climatic Change*, 83, 381-399. Récupéré de <https://link.springer.com/article/10.1007/s10584-007-9249-0>

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable. (2006, juillet). Programme d'Action National pour l'Adaptation aux Changements Climatiques. Récupéré de <https://unfccc.int/resource/docs/napa/ner01f.pdf>

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable. (2016). Troisième Communication Nationale à la Conférence des Parties de la Convention-cadre les Nations unies sur les changements climatiques. Récupéré de [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/nernc3\\_0.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/nernc3_0.pdf)

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable. (2017). *Cibles nationales sur la neutralité de la dégradation des terres au Niger*. Cabinet du Premier Ministre, République du Niger.

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable. (2020, avril). Rapport I : Évaluation des besoins en technologies d'Adaptation aux Changements Climatiques pour les secteurs de l'Agriculture et des Ressources en Eau. Récupéré de <https://tech-action.unepccc.org/wp-content/uploads/sites/2/2020/05/rapport-ebt-adaptation-niger.pdf>

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable. (2021). Rapport I : Évaluation des besoins en technologies d'atténuation des émissions des gaz à effet de serre. Récupéré de [www.cnedd.ne/images/documentsPDF/PNA/Rapport%20TNA%20Attenuation%20Niger%20vf%2020avril%2020\[11712\].pdf](http://www.cnedd.ne/images/documentsPDF/PNA/Rapport%20TNA%20Attenuation%20Niger%20vf%2020avril%2020[11712].pdf)

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable. (2022, octobre). Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques. Récupéré de [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Plan-National-d'Adaptation\\_Niger\\_Version-Finale.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Plan-National-d'Adaptation_Niger_Version-Finale.pdf)

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable. (2023). Plan national d'adaptation du secteur des ressources en eau (PNA-Eau).

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD). (2024). Rapport d'Inventaire National des Gaz à Effet de Serre.

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable, Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), et Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (2020a, octobre). Rapport de l'actualisation de l'évaluation de la Vulnérabilité et de l'Adaptation (V&A) aux changements climatiques dans le secteur de l'agriculture au Niger. Récupéré de <https://cerscc-magaria.org/download/rapport-de-lactualisation-de-levaluation-de-la-vulnerabilite-et-de-ladaptation-va-aux-changements-climatiques-dans-le-secteur-de-lagriculture-au-niger-octobre/>

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable, Fonds pour l'Environnement Mondial, et Programme des Nations unies pour le développement. (2020b, août). Rapport d'étude

sur la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur foresterie. Récupéré de [www.cnedd.ne/images/documentsPDF/RapportForesterie2020.pdf](http://www.cnedd.ne/images/documentsPDF/RapportForesterie2020.pdf)

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable, Fonds pour l'Environnement Mondial, et Programme des Nations unies pour le développement. (2020c, août). Rapport d'étude sur la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur des infrastructures des transports. Récupéré de [www.cnedd.ne/images/documentsPDF/Rapport\\_V&A\\_Infrastructures\\_2020\\_vf.pdf](http://www.cnedd.ne/images/documentsPDF/Rapport_V&A_Infrastructures_2020_vf.pdf)

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable, Fonds pour l'Environnement Mondial, et Programme des Nations unies pour le développement. (2020d, août). Rapport d'étude sur la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur ressources en eau. Récupéré de [http://www.cnedd.ne/images/documentsPDF/Rapport\\_V&A\\_Ressources\\_Eau\\_2020\\_vf.pdf](http://www.cnedd.ne/images/documentsPDF/Rapport_V&A_Ressources_Eau_2020_vf.pdf)

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable, Fonds pour l'Environnement Mondial, et Programme des Nations unies pour le développement. (2020e, août). Rapport d'étude sur la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur de la santé. Récupéré de [http://www.cnedd.ne/images/documentsPDF/Rapport\\_V&A\\_Sant%C3%A9\\_2020\\_vf\(3\).pdf](http://www.cnedd.ne/images/documentsPDF/Rapport_V&A_Sant%C3%A9_2020_vf(3).pdf)

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable, Programme des Nations unies pour le développement, et Fonds vert pour le climat. (2021, février). Analyse des besoins de développement, des risques et des vulnérabilités liés aux changements climatiques et des liens entre l'Adaptation aux Changements Climatiques et le développement. [www.cnedd.ne/images/documentsPDF/PNA/ETUDE%20SUR%20L'ANALYSE%20DES%20BESOINS%20EN%20DEVELOPPEMENT.pdf](http://www.cnedd.ne/images/documentsPDF/PNA/ETUDE%20SUR%20L'ANALYSE%20DES%20BESOINS%20EN%20DEVELOPPEMENT.pdf)

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable, Fonds vert pour le climat, et Programme des Nations unies pour le développement. (2021). Cartographie des systèmes de suivi-évaluation existants et l'établissement d'un système de suivi-évaluation efficace pour le PNA. Récupéré de [www.cnedd.ne/images/documentsPDF/PNA/ETUDE%20SUR%20LA%20CARTOGRAPHIE%20DES%20SYSTEMES%20DE%20SUIVI-EVALUATION.pdf](http://www.cnedd.ne/images/documentsPDF/PNA/ETUDE%20SUR%20LA%20CARTOGRAPHIE%20DES%20SYSTEMES%20DE%20SUIVI-EVALUATION.pdf)

Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable, Fonds pour l'Environnement Mondial, et Programme des Nations unies pour l'environnement. (2022, février). Premier Rapport Biennal Actualisé du Niger. Récupéré de [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/RIN\\_BUR-2022\\_VF%2011-07-2022%20FINAL.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/RIN_BUR-2022_VF%2011-07-2022%20FINAL.pdf)

Coopération allemande (GIZ). (2021). Profil de risque climatique : Niger. Récupéré de [www.pik-potsdam.de/en/institute/departments/climate-resilience/projects/project-pages/agrica/climate-risk-profile-for-niger](http://www.pik-potsdam.de/en/institute/departments/climate-resilience/projects/project-pages/agrica/climate-risk-profile-for-niger)

Epule, T.E., Dhiba, D., et Chehbouni A. (2021). Recent Climate Shocks in the Sahel: A Systematic Review. In Stuart Arthur Harris (Éd.), *The Nature, Causes, Effects and Mitigation of Climate Change on the Environment* (pp. 1-13). IntechOpen. Récupéré de [www.intechopen.com/chapters/77551](http://www.intechopen.com/chapters/77551)

Groupe de la Banque mondiale. (2023). Niger - Analyse environnementale pays. Récupéré de <https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/099180003142310520/p175557056b2420370b2470c05c3848e7b2>

Haut-commissariat à l'Initiative 3N. (2012, avril). Initiative « 3N » pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement agricole durables « les Nigériens Nourrissent les Nigériens », Cadre stratégique et coût estimatif des programmes de l'Initiative pour la période 2012–2015. Récupéré de <https://faolex.fao.org/docs/pdf/ner144907.pdf>

Initiative mondiale d'adaptation de Notre-Dame. (2024). Fiche pays, Niger, 2024. Récupéré de <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/>

Institut National de la Statistique. (2012). Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

Institut National de la Statistique. (2019). Le Niger en Chiffres 2018. Récupéré de <https://fr.scribd.com/document/783366207/Niger-Chiffres-2018>

Institut National de la Statistique. (2020). Projection climatique 2012–2024.

Ministère de l'Énergie et du Pétrole. (2015, mars). Plan d'Actions National des Énergies Renouvelables (PANER) Niger, Période 2015–2020/2030. Récupéré de [https://www.se4all-africa.org/fileadmin/uploads/se4all/Documents/Country\\_PANER/Niger\\_Plan\\_d\\_Actions\\_National\\_d\\_es\\_Energies\\_Renouvelables.pdf](https://www.se4all-africa.org/fileadmin/uploads/se4all/Documents/Country_PANER/Niger_Plan_d_Actions_National_d_es_Energies_Renouvelables.pdf)

Ministère de l'Environnement et de la Lutte Contre la Désertification. (2020, avril). Stratégie et Plan National d'Adaptation face aux changements climatiques dans le secteur Agricole SPN2A 2020–2035. Récupéré de [https://reca-niger.org/IMG/pdf/adaptation\\_niger\\_spn2a\\_document\\_cadre\\_10042020.pdf](https://reca-niger.org/IMG/pdf/adaptation_niger_spn2a_document_cadre_10042020.pdf)

Ministère de l'Environnement et de la Lutte Contre la Désertification. (2021a, octobre). Contribution Déterminée au niveau National. Récupéré de [https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/CDN\\_Niger\\_R%C3%A9vis%C3%A9e\\_2021.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/CDN_Niger_R%C3%A9vis%C3%A9e_2021.pdf)

Ministère de l'Environnement et de la Lutte Contre la Désertification. (2021b). Stratégie de mise en œuvre intersectorielle de la CDN révisée (activité A580).

Ministère de l'Environnement et de la Lutte Contre la Désertification. (2023). Plan d'investissement climat pour la région du Sahel (PIC-RS 2018–2030). Récupéré de <https://ccrs-sahel.org/document/plan-dinvestissement-climat-pour-la-region-du-sahel-pic-rs-2018-2030/>

Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable. (2018). Politique Nationale de Gestion des Zones Humides. Récupéré de <https://faolex.fao.org/docs/pdf/ner216772.pdf>

Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement. (2017, mai). Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau, PANGIRE Niger. Récupéré de <https://faolex.fao.org/docs/pdf/Ner178866.pdf>

## Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Ministère du Plan. (2017, février). Niger 2035 : Un pays et un peuple prospères. Tome I : Diagnostic, Enjeux & Défis. Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive. Récupéré de <https://faolex.fao.org/docs/pdf/ner179372.pdf>

Ministère du Plan. (2022, mai). Plan de Développement Économique et Social (PDES) 2022–2026, Volume I, Diagnostic stratégique. Récupéré de <https://faolex.fao.org/docs/pdf/ner211020.pdf>

Müller, M. N., Schulz, K. G., et Riebesell, U. (2010). Effects of long-term high CO<sub>2</sub> exposure on two species of coccolithophores, *Biogeosciences*, 7, 1109-1116. Récupéré de <https://bg.copernicus.org/articles/7/1109/2010/>

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2020). Évaluation des ressources forestières mondiales.

Roudier, P., Sultan, B., Quirion, P., et Berg, A. (2011). The impact of future climate change on West African crop yields: What does the recent literature say? *Global Environmental Change*, 21(3), 1073-1083. Récupéré de <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0959378011000677>

Tarchiani, V., Fiorillo, E., Hassimou, I., Katiellou, L.G., Tiepolo, M., Sit, a A., Mahamadou, D.N., Housseini Ibrahim, M., Tankari, A.M., et Liman Diallo, A. (2021). Les Inondations au Niger 1998-2020. Projet ANADIA2.0, Rapport 27. Récupéré de [www.researchgate.net/publication/353015905\\_Les\\_Inondations\\_au\\_Niger\\_1998-2020](http://www.researchgate.net/publication/353015905_Les_Inondations_au_Niger_1998-2020)

### Liens

[https://archive.ipcc.ch/publications\\_and\\_data/ar4/syr/fr/annexessannexes-2-1.html](https://archive.ipcc.ch/publications_and_data/ar4/syr/fr/annexessannexes-2-1.html)

[http://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC\\_AR6\\_WGI\\_Glossary\\_French.pdf](http://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/downloads/report/IPCC_AR6_WGI_Glossary_French.pdf)

<https://ne.chm-cbd.net/frhttps://hdr.undp.org/data-center/specific-country-data#/countries/NER>

[Niger - Vue d'ensemble \(banquemondiale.org\)](https://www.banquemondiale.org/fr/fr/actualites/2021/05/11/niger-vue-densemble)

## Annexe A. Projets/programmes prenant en compte l'adaptation aux changements climatiques (2006–2019)

N°	Nom du projet/programme	Ministère de tutelle / ONG	Régions concernées	Sources de financement	Date de début	Date de fin	Domaines d'intervention	Estimation du montant global	Nombre de bénéficiaires (ménages)
1	Adaptation à Base Communautaire (ABC)	CNEDD	Maradi	Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), État	2015	2019	Agriculture, Élevage, Environnement, AGR	2 388 000 000	3 300
2	Programme Kandadji de Régénération des écosystèmes	Présidence	Tillabéry	BAD, BADEA, FKDEA, IDA, FOPEP, Fonds Abu Dhabi, BOAD	Avant 2006	2024	Infrastructures, Hydraulique, Environnement, Agriculture, Pêche	Coût 2013–2019 :410 978 358 295	2,6 millions
3	Programme d'Action Communautaire, phase 3 (PAC3)	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	Agadez, Dosso, Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéry, Zinder	BM, État	2013	2019	Environnement (gestion durable des terres et des eaux), AGR, Infrastructures socioéconomiques	24 016 230 000	50 000
4	Projet de Mobilisation et de Valorisation des Ressources en eau (PROMOVARE)	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	Agadez, Dosso, Tahoua, Tillabéry	BAD, État	2013	2018	Agriculture, Environnement, AGR	11 700 000 000	25 000
5	Petite Irrigation et Sécurité Alimentaire (PISA)	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	Agadez, Tahoua et Tillabéry	KFW, État	2016	2020	Infrastructures (BIA, BAB) ; Génie rural (seuil d'infiltration et de pendage) ; Unités de transformation ; Environnement (Protection des berges, fixation des dunes, récupération des terres)	10 015 000 000	28 000

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

N°	Nom du projet/programme	Ministère de tutelle / ONG	Régions concernées	Sources de financement	Date de début	Date de fin	Domaines d'intervention	Estimation du montant global	Nombre de bénéficiaires (ménages)
6	Programme de Promotion de l'Agriculture Productive (PromAP)	Coopération allemande (GIZ)	Tahoua, Agadez et Tillabéry	GIZ, État	2016	2018	Changements climatiques ; Secteurs ruraux (Agriculture, Élevage, Environnement)	8 842 500 000	35 694
7	Projet d'Actions Communautaires pour la Résilience Climatique (PAC/RC)	Ministère du Plan	Agadez, Dosso, Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéry, Zinder	Banque mondiale, État	2012	2019	Agriculture (irrigation, appui en semences, appui en engrais, puits maraîchers) ; Environnement (récupération des terres) ; Élevage (BAB) ; Filets sociaux ; Infrastructures (CSI, classes, réhabilitation des pistes rurales)	36 500 000 000	210 000
8	Projet d'Appui à la Stabilité Socio-Économique de la Région d'Agadez (PASSERAZ)	KARKARA	Agadez	Union européenne, État	2017	2019	AGR ; Environnement (Protection des berges) ; HIMO (construction, réhabilitation, pistes rurales)	2 292 500 000	6 565
9	Projet d'Appui au Développement Agricole Irazher, Tamesna et Aïr (PADA/ITA)	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	Agadez	ORANO, État	2016	2021	Agriculture, Élevage	11 400 000 000	35 000
10	Projet d'Appui au Développement des Activités rurales et aux filières Agricoles dans les Régions d'Agadez et de Tahoua (PPR)	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	Agadez, Tahoua	AFD, État	2017	2021	Agriculture, Environnement	42 600 000 000	115 715

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

N°	Nom du projet/programme	Ministère de tutelle / ONG	Régions concernées	Sources de financement	Date de début	Date de fin	Domaines d'intervention	Estimation du montant global	Nombre de bénéficiaires (ménages)
11	Programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2RS)	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	Agadez, Diffa, Dosso, Maradi et Tillabéry, Tahoua et Zinder	BAD	2015	2019	Infrastructures socioéconomiques, Agriculture, Élevage, Environnement, Hydraulique	25 420 960 000	232 199
12	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS)	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	Agadez, Dosso, Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéry, Zinder	Banque mondiale, IDA, BIRD			Santé animale, gestion des ressources naturelles, facilitation de l'accès au marché, gestion des crises pastorales	22 800 000 000	400 000
13	Projet d'Appui Régional à l'Initiative de l'Irrigation au Sahel (PARIIS)	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	Agadez, Tahoua, Dosso, Tillabéry	BAD	2018	2024	Infrastructures, Agriculture, Environnement	15 425 000 000	9 700
14	Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF)	Ministère en charge de l'Agriculture	Zinder, Maradi, Tahoua et Diffa	Fonds international de développement agricole (FIDA)	2015–2018	2023	Agriculture, Élevage, Environnement, Hydraulique pastorale, Infrastructures de Marché, Ouvrages de contrôle des mares	122 500 000 000	310 000
15	Programme de Réhabilitation et de Renforcement de la Résilience des Systèmes Socio-écologiques du Bassin du Lac Tchad (PRESIBALT)	Commission du Bassin du Lac Tchad	Diffa et Zinder	BAD	2014	2019	Environnement, Agriculture, Élevage, Santé, Éducation	10 000 000 000	

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

N°	Nom du projet/programme	Ministère de tutelle / ONG	Régions concernées	Sources de financement	Date de début	Date de fin	Domaines d'intervention	Estimation du montant global	Nombre de bénéficiaires (ménages)
16	Redressement Économique et Social Inclusif du Lac Tchad (RESILAC)	CARE, ACF, URD	Diffa	Union européenne, AFD	2017	2021	Cohésion sociale ; Gestion des ressources naturelles ; Redressement économique (HIMO, systèmes de production, emploi des jeunes et filières) ; Renforcement des capacités et Appui institutionnel et plaidoyer	4 691 706 705	25 000
17	Jeunesse Diffa	CARE, Plan Niger, AID-ACTION, KARKARA, NIGETEC	Diffa	AFD	2017	2021	Environnement (HIMO, CES/DRS) ; Formation et insertion professionnelle des jeunes ; Renforcement des capacités des jeunes	6 550 000 000	10 500
18	Projet de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire (PRRIA)	Haut-commissariat à l'Initiative 3N (« les Nigériens Nourrissent les Nigériens »)	Diffa, Tahoua, Tillabéry	État, BID, ITFC	2016	2021	Agriculture, Élevage, Environnement	26 875 000 000	681 816
19	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO)	Ministère en charge de l'Agriculture	Couverture nationale	Banque mondiale	2012–2013	2020	Agriculture, Élevage, Environnement, Hydraulique pastorale, Infrastructures de marché, PMI/PME, Propriété intellectuelle		
20	Programme d'Appui au Développement de l'Élevage (PRADEL)	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	Tahoua, Dosso	ENABEL	2018	2021	Agriculture, Environnement	10 835 010 000	
21	Projet d'appui à l'Agriculture Sensible aux Risques Climatiques (PASEC)	Ministère en charge de l'Agriculture	Dosso, Maradi, Tillabéry, Tahoua et Zinder	IDA, MCC et État	2016	2022	Agriculture (pratiques AIC), Élevage, Accès aux marchés, Environnement, Infrastructures	64 500 000 000	500 000

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

N°	Nom du projet/programme	Ministère de tutelle / ONG	Régions concernées	Sources de financement	Date de début	Date de fin	Domaines d'intervention	Estimation du montant global	Nombre de bénéficiaires (ménages)
22	Programme d'Appui à la Petite Irrigation (PAPI)	Conseil Régional de Dosso	Dosso, Maradi	Coopération suisse		2015		2019	Infrastructures, Agriculture
23	Programme d'Appui au Développement Agricole Durable (PADAD)	Conseil Régional de Dosso	Dosso	Coopération luxembourgeoise	2016	2020	Infrastructures, Agriculture, AGR	12 366 400 000	10 000
24	Projet d'Appui au Développement de la Résilience des ménages aux Changements Climatiques dans la Région de Dosso (PARC/DAD/LWR/GOMNI)	LWR	Dosso	Union européenne	2017	2020	Environnement, Agriculture, Élevage, AGR	1 066 151 838	10 000
25	GEF / Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	Dosso, Tillabéry, Tahoua, Maradi et Zinder	FEM, FAO	2014	2019	Agriculture, Élevage, Environnement, AGR	1 935 355 000	20 000
26	Projet d'Amélioration de la Production Agricole des Petits Exploitants pour l'Afrique Sub-Saharienne (SAPEP)	Institut National de la Recherche Agronomique du Niger (INRAN)	Dosso, Maradi, Tillabéry et Tahoua	État, BID	2016	2021	Agriculture, Élevage, Environnement	6 750 000 000	90 000
27	Projet de Mobilisation des eaux pour le Renforcement de la Sécurité Alimentaire (PMERSA-MTZ)	Ministère en charge de l'Agriculture	Maradi, Tahoua et Zinder	GAFSP, Royaume d'Espagne, BAD, État, AECID	2012	2017	Maitrise des eaux de surface et souterraines et leur valorisation ; Agriculture (BIA, BC, mini forage agricole, puits maraîchers)	25 400 000 000	213 000

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

N°	Nom du projet/programme	Ministère de tutelle / ONG	Régions concernées	Sources de financement	Date de début	Date de fin	Domaines d'intervention	Estimation du montant global	Nombre de bénéficiaires (ménages)
28	Projet d'Intensification des Productions Agricoles pour la Sécurité Alimentaire dans les Régions de Tahoua et Tillabéry (PIPASA)	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	Tahoua et Tillabéry	BOAD, État	2012	2016	Agriculture, Environnement, Hydraulique, Santé-Nutrition, Ouvrages de contrôle des mares, AGR	10 484 000 000	50 000
29	Résilience et Croissance Économique au Sahel - Résilience Renforcée (REGIS-ER)	USAID	Tillabéry	BLL	2013	2019	Agriculture, Élevage, Hydraulique, Environnement, Accès aux services financiers		17 500
30	Projet de Développement d'Informations et de Perspectives Climatiques (PDIPC)	Ministère du Transport	Niamey, Tahoua, Maradi, Tillabéry, Zinder, Dosso et Diffa	BAD, État			Agriculture, Environnement, Transport, Élevage, Hydraulique, SAP	6 500 000 000	150 000
31	Résilience et Croissance Économique au Sahel - Croissance Accélérée (REGIS-AG)	Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire	Tillabéry, Maradi et Zinder	NLL	2015	2019	Chaîne de valeur du niébé, volaille et petits ruminants		
32	Projet d'Appui au Développement de l'Élevage (PADEL/KANDJI)	Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire	Tillabéry, Maradi et Zinder						
<b>TOTAL</b>								<b>959 907 000 000</b>	

## Annexe B. Synthèse des projets et programmes mis en œuvre sur la période 2006–2019 et leurs zones d'intervention

N°	Projet/Programme	Agadez	Diffa	Dosso	Maradi	Niamey	Tahoua	Tillabéri	Zinder	Total
1	PAC3	x	x	x	x	x	x	x	x	8
2	PROMOVARE	x	x	x	x		x	x		6
3	PAC/RC	x	x	x	x	x	x	x	x	8
4	P2RS	x	x	x	x			x		5
5	PRAPS	x	x	x	x	x	x	x	x	8
6	PARIIS	x		x			x	x		4
7	ProDAF		x		x		x		x	4
8	PASEC			x	x		x	x	x	5
9	ABC				x					1
10	KANDADJI							x		1
<b>Total</b>		<b>6</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	

N.B. : Le Projet ABC et le Programme Kandadji, ne remplissant pas le critère de couverture géographique, sont retenus et évalués à cause de leur singularité et de leurs résultats potentiels et/ou obtenus.

## Annexe C. Budget des projets et programmes du Programme de Résilience pour la Sauvegarde de la Patrie

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
Cabinet PM	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Appui au Dispositif de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires	Luxembourg	ANR	1 967 871 000	01/01/2020	656 000 000		
Cabinet PM	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Projet Filets Sociaux Adaptatifs PH2 (Multi-Donateur SASPP)	IDA	ANR	18 630 000 000	20/06/2019	6 706 076 590	11 000 000 000	2 000 000 000
Cabinet PM	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Projet Filets Sociaux ADAPTATIFS Phase II	IDA	ANR	75 100 000 000	20/06/2019		10 000 000 000	11 012 000 000
Cabinet PM	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Projet Filets Sociaux ADAPTATIFS Phase II	IDA	EMP	27 091 024 100	20/06/2019		4 801 810 000	4 801 810 000
Cabinet PM	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Projet de Redressement et de Développement de la région du Lac Tchad (PROLAC)	IDA	ANR	23 069 445 000	01/01/2021	3 294 000 000		
Cabinet PM	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	PROLAC	IDA	EMP	12 004 013 100	01/01/2021		3 695 390 575	
Cabinet PM	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	PROLAC	Trésor	FP	450 000 000	01/01/2021	450 000 000	150 000 000	

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
Cabinet PM	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme d'Appui à la Sécurisation des exploitations familiales agropastorales	Suisse	ANR	6 210 000 000	20/04/2023	2 145 000 000	1 440 000 000	840 000 000
Cabinet PM	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet d'Amélioration de la Sécurité Alimentaire et de la Valorisation des Initiatives Paysannes au Niger (ZARESE2)	Italie	ANR	1 757 702 377	01/01/2021	436 977 563		
Cabinet PM	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet Planification et Financement de l'Adaptation aux Changements Climatiques au Niger	FEM	ANR	4 712 500 000	17/05/2021	519 240 00	382 198 500	
Cabinet PM	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Mise en œuvre nationale effective du régime d'accès et de partage des avantages et des savoirs traditionnels au Niger conformément au Protocole de Nagoya	FEM	ANR	433 790 000	01/01/2023	164 540 000		
Cabinet PM	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Premier Rapport Biennal de Transparence du Niger	FEM	ANR	165 495 000	01/01/2024	165 495 000		
Cabinet PM	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet Intégré de Développement Urbain et de Résilience Multisectorielle	Trésor	FC	1 100 000 000	01/11/2022	185 000 000	185 000 000	185 000 000

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
Cabinet PM	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet Intégré de Développement Urbain et de Résilience Multisectorielle	IDA	ANR	75 033 960 300	01/11/2022	10 625 000 000	15 750 000 000	20 750 000 000
Cabinet PM	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet Intégré de Développement Urbain et de Résilience Multisectorielle	IDA	EMP	73 270 396 900	01/11/2022		-	25 000 000 000
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG/EL)	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Projet d'Accès aux Marchés et d'Infrastructures Rurales dans la Région de Tahoua (PAMIRTA)	Italie	EMP	13 119 140 000	09/05/2017	2 723 149 974		
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Activités de la Maison du Paysan	Trésor	FP	3 750 000 000	01/01/2018		362 122 571	378 554 725
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme d'Appui au Développement Agricole de l'Irhazer, du Tamesna et de l'Aïr	ORANO	ANR	9 200 000 000	01/01/2018	1 042 145 027		
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme d'Appui à la petite irrigation Phase 2	Suisse	ANR	5 400 000 000	01/05/2020	2 206 964 400	763 626 000	2 429 409 600
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme de vulgarisation des cultures irriguées	Trésor	FP	45 000 000 000	01/01/2011		500 000 000	500 000 000
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme Petite Irrigation et Sécurité Alimentaire (PISA) Phase 2	KFW	ANR	29 843 419 672	05/09/2021	3 847 083 049	1 707 513 864	1 389 113 306

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	PISA Phase 2	Trésor	FC	334 538 070	05/09/2021			
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Projet d'appui aux activités rurales et de financement des filières agricoles dans les régions d'Agadez et de Tahoua (Pôles ruraux)	AFD	ANR	22 983 016 641	19/12/2017	-		
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Projet d'appui aux activités rurales et de financement des filières agricoles dans les régions d'Agadez et de Tahoua (Pôles ruraux)	AFD	EMP	19 678 710 000	19/12/2017			1 522 866 826
MAG/EL	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet de Renforcement de la Résilience de l'Agriculture face au Changement Climatique (PRRACC)	BOAD	EMP	10 000 000 000	01/01/2022	1 214 218 813	4 214 218 813	
MAG/EL	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	PRRACC	Fonds vert	ANR	4 572 000 000	01/01/2022	2 094 947 927	2 014 947 990	
MAG/EL	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	PRRACC	Trésor	FC	269 000 000	01/01/2022		22 660 000	
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme de Développement des Chaînes de Valeur du Riz (PDCVR)	BID	EMP	9 658 000 000	10/03/2020	1 305 794 940	4 915 379 285	

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	PDCVR	Trésor	FC	597 025 000	10/03/2020			
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme Intégré de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire (PRECIS)	FIDA	ANR	13 775 097 000	01/01/2021	3 625 938 102	1 629 404 567	
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	PRECIS	FIDA	EMP	37 192 761 900	01/01/2021	3 803 462 275	3 410 256 406	
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	PRECIS	BAD/FA D	ANR	20 221 738 000	01/01/2021	5 067 663 182	5 067 663 182	4 222 955 951
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	PRECIS	Fonds vert	ANR	1 767 000 000	01/01/2021	-	217 254 010	217 254 010
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	PRECIS	Fonds vert	EMP	4 122 998 041	01/01/2021		506 925 783	
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	PRECIS	FEM	ANR	3 534 000 000	01/01/2021	-	434 508 020	434 508 020
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	PRECIS	Banque Agricole du Niger	EMP	588 842 004	01/01/2021		66 000 000	101 688 852
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	PRECIS	OFID	EMP	9 000 000 000	01/01/2021	1 345 324 725	2 586 271 614	
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	PRECIS	Espagne	ANR	6 559 570 000	01/01/2021	-	806 504 191	806 504 191

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	PRECIS	Trésor	FC	889 858 375	01/01/2021		200 000 000	200 000 000
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme de Promotion de l'Entreprenariat Local (PROMEL)	Suisse	ANR	3 772 144 200	25/05/2022	750 968 400	139 118 850	
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (phase 1 dans le cadre de l'approche programmatique multiphase) FRSP	IDA	ANR	17 466 000 000	15/07/2022	4 111 753 895	3 195 098 895	3 195 098 895
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (phase 1 dans le cadre de l'approche programmatique multiphase) FRSP	IDA	EMP	17 054 882 000	15/07/2022	2 111 753 895	3 195 098 895	6 227 155 386
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (phase 1 dans le cadre de l'approche programmatique multiphase) FRSP	Trésor	FC	370 000 000	15/07/2022		85 000 000	85 000 000
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Contribution des fonds extérieurs au fonds commun des engrais	MCC	ANR	1 670 686 000	01/01/2023	-		

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Projet de petite irrigation pour le développement de la production de la tomate	Italie	ANR	1 967 871 000	01/04/2024	1 149 672 110		
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Projet de petite irrigation pour le développement de la production de la tomate	Trésor	FC	37 800 000	01/04/2024		37 800 000	
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Projet de construction d'une retenue pour la régulation de la Sirba	Italie	ANR	1 357 239 072	01/01/2024	-	655 957 000	655 957 000
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Projet de construction d'une retenue pour la régulation de la Sirba	Trésor	FC	18 545 120	01/01/2024		8 545 120	10 000 000
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Projet d'Appui à l'Élaboration d'une Stratégie et d'un Plan d'Action pour l'Emploi Décent des Jeunes dans les Secteurs de l'Agriculture et de l'Agro-Industrie	BAD/FAD	ANR	820 000 000	01/05/2022	180 708 661	-	-
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Projet d'Appui à l'Élaboration d'une Stratégie et d'un Plan d'Action pour l'Emploi Décent des Jeunes dans les Secteurs de l'Agriculture et de l'Agro-Industrie	Trésor	FC	20 000 000	01/05/2022		10 000 000	10 000 000

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme Régional de Cartographie de la Fertilité des Sols (PRCFS) en Afrique de l'Ouest	BID	EMP	1 200 000 000	01/01/2024	400 000 000	400 000 000	400 000 00
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2-P2RS) Phase 2	BAD/FAD	EMP	20 665 250 000	23/03/2023	665 250 000	3 500 000 000	6 000 000 000
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	P2-P2RS Phase 2	BOAD	EMP	16 000 000 000	23/03/2023	-	2 000 000 000	5 000 000 000
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme de Renforcement de la Résilience des Moyens de Subsistance dans un Contexte de Crise	FIDA	ANR	420 000 000	01/01/2024	120 000 000	300 000 000	
MAG/EL	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet d'Aménagement Hydro-agricole avec des pratiques agricoles Intelligentes et Résilientes au Changement Climatique (PAHA-AIC) au Niger	BOAD	EMP	7 000 000 000	En instance de démarrage	-	2 000 000 000	2 000 000 000
MAG/EL	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	PAHA-AIC au Niger	BOAD	ANR	15 906 000 000	En instance de démarrage	906 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Projet d'Appui au Développement des Cultures Irriguées et à l'Intensification de la Production Animale	IDA	EMP	210 000 000 000	En préparation		20 000 000 000	25 000 000 000
MAG/EL	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme Chaînes de valeur et structuration de l'économie alimentaire locale autour de la Maison du Paysan	BID	EMP	32 810 000 000	En préparation		10 000 000 000	12 810 000 000
MAG/EL	Développement Économique	Élevage	Développement Agropastoral et Insertion des Jeunes (REEL MAHITA)	Belgique	ANR	10 232 929 200	14/03/2022	4 385 153 24	2 115 231 484	960 469 458
MAG/EL	Développement Économique	Élevage	REEL MAHITA	Trésor	FC	30 000 000	14/03/2022		10 000 000	10 000 000
MAG/EL	Développement Économique	Élevage	Projet d'Appui au Développement de l'Élevage pastoral et à la Gestion Durable des Terres dans les Régions de Zinder et de Diffa (CNE 1211 02G)	AFD	EMP	26 238 280 000	01/01/2022	-	7 880 000 000	3 374 067 710
MAG/EL	Développement Économique	Élevage	Projet d'Appui au Développement de l'Élevage pastoral et à la Gestion Durable des Terres dans les Régions de Zinder et de Diffa (CNE 1211 01F)	AFD	ANR	6 428 378 600	01/01/2022	-	-	1 970 000 000

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
MAG/EL	Développement Économique	Élevage	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS II)	IDA	EMP	31 813 914 500	01/01/2022	124 025 526	-	6 000 000 000
MAG/EL	Développement Économique	Élevage	PRAPS II	IDA	ANR	32 034 814 257	01/01/2022	3 087 206 100	6 650 400 000	4 953 200 000
MAG/EL	Développement Économique	Élevage	PRAPS II	Trésor	FC	1 020 000 000	01/01/2022		170 000 000	170 000 000
MAG/EL	Développement Économique	Élevage	Projet de Promotion des chaînes de valeur d'élevage Lait et Viande (ProLaVi) à travers la GIZ	GIZ	ANR	5 293 572 990	En instance de démarrage	1 293 572 990	2 000 000 000	2 000 000 000
MC/Ind	Développement Économique	Commerce	Projet de Post soutien à la Durabilité du Cadre Intégré Renforcé	Cadre Intégré Renforcé	ANR	135 000 000	01/01/2021	-	78 000 000	
MC/Ind	Développement Économique	Commerce	Projet de Post soutien à la Durabilité du Cadre Intégré Renforcé	Trésor	FC	65 998 000	01/01/2021			
MEF	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme de Promotion de l'Agriculture Productive (PROMAP III)	GIZ	ANR	12 135 204 500	01/01/2022	3 465 490 195		
MEF	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	PROMAP III	Trésor	FC	100 000 000	01/01/2022	5 000 000		
MH/A/Env	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet de Gestion Durable des Terres (PGDT)	Trésor	FC	100 000 000	01/01/2020		20 000 000	
MH/A/Env	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	PGDT	PNUD	ANR	1 900 000 000	01/01/2020	450 000 000	450 000 000	450 000 000

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
MH/A/Env	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet de Gestion de la Diversité Biologique et des Aires Protégées	PNUD	ANR	1 059 500 000	01/01/2020	-	681 544 000	
MH/A/Env	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	LoCAL-Niger	PNUD	ANR	1 600 000 000	06/09/2020	400 000 000	400 000 000	400 000 00
MH/A/Env	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	LoCAL-Niger	Trésor	FC	100 000 000	06/09/2020		10 000 000	10 000 000
MH/A/Env	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet de Gestion Intégrée des Écosystèmes Oasiens Nord-Niger	FEM	ANR	2 693 822 760	09/09/2020	672 565 200		
MH/A/Env	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet d'Intégration des mesures d'adaptation au Changement Climatique dans la Gestion Concertée du Complexe Transfrontalier W-Arly-Pendjari	OSS	ANR	1 013 177 000	09/04/2020	260 000 000		
MH/A/Env	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet Promotion de la production agricole durable et de la conservation des espèces clés de la biodiversité par la restauration et l'utilisation efficace des écosystèmes dans le Dalole Bosso	FEM	ANR	1 452 057 600	10/06/2023	408 899 500	368 000 000	368 000 00

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
MH/A/Env	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet Promotion de la production agricole durable et de la conservation des espèces clés de la biodiversité par la restauration et l'utilisation efficace des écosystèmes dans le Dalole Bosso	Trésor	FC	40 000 000	10/06/2023		20 000 000	20 000 000
MH/A/Env	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Portefeuille thématique climat Sahel Volet National	Belgique	ANR	7 543 505 500	01/05/2022	1 973 969 432	1 586 838 042	1 586 838 042
MH/A/Env	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet de gestion intégrée du paysage au Niger (PGIP)	IDA	EMP	94 654 595 100	23/05/2023	5 556 774 589	20 618 571 317	12 337 141 896
MH/A/Env	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	PGIP	Trésor	FC	100 000 000	23/05/2023		20 000 000	20 000 000
MH/A/Env	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet de Renforcement de la Résilience des Petits Agriculteurs aux Impacts des Changements Climatiques dans les 7 pays sahéliens de la Grande Muraille Verte-Niger (GGW Niger)	FIDA	ANR	3 516 500 000	01/01/2024	516 500 000	1 000 000 000	2 000 000 000

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
MH/A/Env	Développement Économique	Environnement / Changements climatiques	Projet de réhabilitation agricole et de traitement des terres à des fins agricoles et pastorales à travers des projets durables qui contribuent à faire face au phénomène des Changements Climatiques	FSD	EMP	43 000 000 000	En préparation		5 000 000 000	10 000 000 000
Présidence	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme MCC	MCC	ANR	258 935 040 000	01/01/2017	698 104 836		
Présidence	Développement Économique	Agriculture / Sécurité alimentaire	Programme MCC	Trésor	FC	250 000 000	01/01/2017	52 125 500		
Présidence	Développement Économique	Programme Kandadji	Programme Barrage de Kandadji	BAD/FA D	EMP	37 960 000 000	05/01/2019	5 876 213 800	5 876 213 800	5 876 213 800
Présidence	Développement Économique	Programme Kandadji	Programme Barrage de Kandadji	BID	EMP	91 383 000 000	05/01/2019	5 342 420 000	11 249 548 000	11 249 548 000
Présidence	Développement Économique	Programme Kandadji	Programme Barrage de Kandadji	BOAD	EMP	45 000 000 000	05/01/2019	3 328 234 000	6 241 272 000	6 241 272 000
Présidence	Développement Économique	Programme Kandadji	Programme Barrage de Kandadji	Trésor	FC	115 836 000 000	05/01/2019	8 478 350 057	10 000 000 000	12 000 000 000
Présidence	Développement Économique	Programme Kandadji	Programme Barrage de Kandadji	Fonds Abu Dhabi	EMP	5 914 000 000	05/01/2019	3 416 019 000	452 029 000	452 029 000
Présidence	Développement Économique	Programme Kandadji	Programme Barrage de Kandadji	BADEA	EMP	5 910 000 000	05/01/2019	2 516 309 000	858 028 000	858 028 000
Présidence	Développement Économique	Programme Kandadji	Programme Barrage de Kandadji	BIDC	EMP	16 920 024 000	05/01/2019	1 701 321 000	3 000 000 000	5 000 000 000

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
Présidence	Développement Économique	Programme Kandadji	Programme Barrage de Kandadji	OFID	EMP	8 865 000 000	05/01/2019	4 018 555 000	1 456 942 000	1 456 942 000
Présidence	Développement Économique	Programme Kandadji	Programme Barrage de Kandadji	FSD	EMP	17 775 000 000	05/01/2019	3 756 764 000	472 593 000	472 593 000
Présidence	Développement Économique	Programme Kandadji	Programme Barrage de Kandadji	BAD/FAD	ANR	28 952 000 000	05/01/2019	21 915 553 521	1 994 701 043	1 994 701 043
Présidence	Développement Économique	Programme Kandadji	Programme Barrage de Kandadji	FKDEA	EMP	16 631 000 000	05/01/2019	2 496 981 000	2 509 777 000	2 509 777 000
Présidence	Développement Économique	Programme Kandadji	Programme Barrage de Kandadji	BAD/FAT	EMP	8 160 000 000	05/01/2019	1 885 035 68	1 085 752 519	1 085 752 519
Présidence	Développement Économique	Programme Kandadji	Programme Barrage de Kandadji PHASE II	AFD	EMP	32 797 850 000	05/01/2019	-	-	1 920 886 000
Présidence	Développement Économique	Programme Kandadji	Programme Barrage de Kandadji	AFD	ANR	9 183 150 000	05/01/2019	-		3 000 000 000
Présidence	Développement Économique	Programme Kandadji	Programme Barrage de Kandadji PHASE II	IDA	EMP	212 000 000 000	05/01/2019	18 178 805 996	20 000 000 000	25 000 000 000
Cabinet PM	Développement Social	Hydraulique	Projet Intégré de Sécurité de l'Eau au Niger	IDA	ANR	68 750 000 000	16/12/2021	20 092 000 000	20 092 000 000	20 092 000 000
Cabinet PM	Développement Social	Hydraulique	Projet Intégré de Sécurité de l'Eau au Niger	IDA	EMP	151 250 000 000	16/12/2021		36 701 000 000	56 303 500 000
MH/A/Env	Développement Social	Hydraulique	Ouvrages hydrauliques	Trésor	FP	25 000 000 000	01/01/2011	14 355 746 000	8 720 733 298	8 991 885 387

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
MH/A/Env	Développement Social	Hydraulique	Programme de réhabilitation et de renforcement de la résilience des systèmes socio-écologiques du Bassin du Lac Tchad (PRESIBALT)	Trésor	FC	180 000 000	01/01/2018	20 000 000		
MH/A/Env	Développement Social	Hydraulique	PRESIBALT	BAD/FAD	ANR	9 946 366 120	01/01/2018	2 548 934 182		
MH/A/Env	Développement Social	Hydraulique	Projet d'Alimentation en Eau Potable des Centres Semi-Urbains au Niger	BADEA	EMP	6 192 000 000	02/11/2018	1 747 411 156		
MH/A/Env	Développement Social	Hydraulique	Projet d'Alimentation en Eau Potable des Centres Semi-Urbains au Niger	Trésor	FC	877 500 000	02/11/2018		149 245 323	
MH/A/Env	Développement Social	Hydraulique	Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC)	BAD/FAD	ANR	5 869 000 000	06/06/2019	2 767 767 000	1 666 425 000	
MH/A/Env	Développement Social	Hydraulique	PIDACC	FED	ANR	1 292 235 290	06/06/2019	375 844 000	56 250 000	432 666 290
MH/A/Env	Développement Social	Hydraulique	PIDACC	FEM	ANR	363 000 000	06/06/2019	20 000 000	-	209 774 000
MH/A/Env	Développement Social	Hydraulique	PIDACC	Fonds vert	EMP	543 000 000	06/06/2019	313 467 000	157 933 000	
MH/A/Env	Développement Social	Hydraulique	PIDACC	Fonds vert	ANR	3 568 000 000	06/06/2019	1 757 696 000	392 430 000	

Première communication relative à l'adaptation aux changements climatiques au Niger

Tutelles	Programme	Secteur	Intitulé	Bailleurs	Type fin.	Coût du projet	Date de démarrage effectif	Projet PIP 2024	2025	2026
MH/A/Env	Développement Social	Hydraulique	PIDACC	Trésor	FC	1 228 000 000	06/06/2019	60 000 000	100 000 000	500 000 000
MH/A/Env	Développement Social	Hydraulique	Projet d'Extension et de Renforcement des Systèmes d'Alimentation en Eau Potable des trois Chefs-lieux des Régions de Maradi, Dosso et Diffa	BIDC	EMP	31 185 000 000	01/01/2022	1 240 000 000	5 000 000 000	7 000 000 000
MH/A/Env	Développement Social	Hydraulique	Projet d'Amélioration des Eaux pluviales et de la Nappe du Bassin versant de Gountou Yéna	AFD	ANR	393 574 200	01/01/2024	196 787 100		
	<b>Total</b>					<b>2 445 020 319 489</b>				

## Annexe D. Missions et rôles des organes impliqués dans le dispositif de suivi-évaluation du PNA du Niger

Organes	Missions et rôles
CNEDD	Apprécier les effets et impacts de la mise en œuvre de la Politique Nationale en matière de Changements Climatiques et prendre/suggérer des décisions en conséquence.
Secrétariat Exécutif du Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (SE/CNEDD)	Préparer les éléments de décision du Comité National de pilotage sur la base d'un profil de tableau de bord destiné aux décideurs.
Commission Technique Nationale sur les Changements et la Variabilité Climatiques	Valider le dispositif de suivi proposé par la Cellule Suivi, Évaluation et Capitalisation. Apprécier les rapports de suivi-évaluation de la Cellule Suivi, Évaluation et Capitalisation en ce qui concerne les changements climatiques. Appuyer le SE/CNEDD dans la préparation des éléments de décision à soumettre au Comité de pilotage.
Cellule Suivi, Évaluation et Capitalisation	Construire le système de collecte, de traitement et de diffusion de l'information de suivi-évaluation et les outils y relatifs. Proposer des indicateurs de suivi-évaluation pertinents et les canevas des fiches et des rapports y relatifs. Préparer le modèle de tableau de bord destiné aux décideurs. Recueillir auprès des ministères, des organisations de la société civile, des unités industrielles, pétrolières ou minières et des promoteurs de projets de Mécanisme de Développement Propre des informations utiles pour renseigner les indicateurs retenus. Produire des rapports périodiques et ponctuels sur la base des indicateurs retenus pour le suivi-évaluation. Apporter des appuis méthodologiques aux structures de collecte des informations de suivi-évaluation.
Directions des Statistiques des départements ministériels mettant en œuvre des projets et programmes pouvant être touchés par les changements climatiques ou ayant un impact sur ces derniers	Recueillir, auprès des structures internes et des projets relevant des ministères, les informations utiles pour renseigner les indicateurs retenus. Produire des fiches et rapports périodiques et ponctuels sur la base des canevas convenus. Transmettre au CNEDD (Cellule de Suivi, Évaluation et Capitalisation) les documents convenus en respectant la périodicité convenue.

Organes	Missions et rôles
Conseils Régionaux, Départementaux ou Communaux de l'Environnement et du Développement Durable	<p>Recueillir, auprès des services techniques, des organisations de la société civile, des unités industrielles, pétrolières ou minières, des promoteurs de projets de Mécanisme de Développement Propre et d'autres structures relevant des régions, départements ou communes, les informations utiles pour renseigner les indicateurs retenus.</p> <p>Produire des fiches et rapports périodiques et ponctuels sur la base des canevas convenus.</p> <p>Transmettre au CNEDD (Cellule de Suivi, Évaluation et Capitalisation) les documents convenus en respectant la périodicité convenue.</p>

## Annexe E. Liste des structures consultées

N°	Structures
1	Secrétariat Exécutif du Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (SE/CNEDD)
2	Projet « Premier Rapport Biennal de Transparence (BTR1/SE/CNEDD) »
3	Projet « Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC/SE/CNEDD) »
4	Direction Générale de l'Agriculture et de l'Élevage (DGA / Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage)
5	Centre National de Surveillance Écologique et Environnementale / Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de l'Environnement (CNSEE / Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de l'Environnement [MHA/E])
6	Direction de la Résilience et de l'Adaptation au Changement Climatique, Coordination CDN (DRACC/MHA/E)
7	Projet « Planification et Financement de l'Adaptation aux changements climatiques au Niger (PFAN) »
8	Réseau de la Jeunesse Nigérienne sur les Changements Climatiques
9	Direction des Ressources en Eau (DRE/MHA/E)
10	Direction de la Météorologie Nationale
11	Direction Générale du Budget / Ministère de l'Économie et des Finances (DGB/MEF)
12	Direction Générale des Eaux et Forêts (DGEF/MHA/E)
13	Institut National de la Recherche Agronomique du Niger (INRAN)
14	Jeunes Volontaires pour l'Environnement - Niger
15	Direction Générale du Développement Communautaire et du Territoire / Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de l'Administration du Territoire (DGDCT /MISPAT)
16	Direction Régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (DRPF/PE)
17	Haut-commissariat à l'Initiative 3N (« les Nigériens Nourrissent les Nigériens »)
18	Direction Générale du Développement Pastoral, de la Production et des Industries Animales (DGDP/P/IA/Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage)



**RÉPUBLIQUE DU NIGER**